

LES ONG DANS LA CRISE DES MIGRANTS EN MÉDITERRANÉE CENTRALE



2014 - MAI 2018

**LES ONG
DANS LA CRISE DES MIGRANTS
EN MÉDITERRANÉE CENTRALE**

2014 - MAI 2018

La *Fondation pour une Europe des Nations et des Libertés* - FENL
est partiellement financée par le Parlement européen
et a la seule responsabilité de cette publication.

Ce document n'est pas destiné à la vente
© FENL 2018



La Fondation pour une Europe des Nations et des Libertés - FENL est une fondation politique européenne enregistrée par l’Autorité des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (décision publiée au Journal officiel de l’Union européenne le 8 mars 2018 (JO C 88). La FENL est composée de membres individuels représentant la fondation dans plusieurs États membres tels que la France, la Belgique, l’Autriche, l’Italie, la Pologne, le Royaume-Uni et l’Allemagne.

Nos membres veulent préserver la souveraineté des États et des peuples, s’appuyant sur la coopération entre les nations, rejettent par conséquent toute politique visant à créer un modèle supra étatique ou supranational. L’opposition à tout transfert de souveraineté nationale à des organes supranationaux et/ou à des institutions européennes est l’un des principes fondamentaux qui unissent les membres de la Fondation.



PRÉFACE

Seule la coopération des nations peut mettre un terme à la crise migratoire

Il devenait urgent de pouvoir dresser un bilan de l'action des ONG prétendument humanitaires en Méditerranée.

L'hypocrisie touche au sordide quand, à entendre ces activistes de gauche, ils prétendent ne vouloir qu'empêcher de nouvelles noyades en mer : si tel était le cas, ils se rangeraient bien vite à nos solutions ! Car la seule façon d'empêcher qu'il y ait des

morts en mer, c'est d'en décourager la traversée par une politique ferme, sur le modèle du No Way mis en place par l'Australie.

Plus nombreux sont les clandestins qui tentent le voyage, plus nombreux ils sont, mécaniquement, à mourir. Or, leur vendre un eldorado européen qui n'existe pas, leur faire croire que nous pouvons les accueillir alors que nous avons déjà rien qu'en France 6 millions de chômeurs et 9 millions de pauvres, c'est les inciter à venir et donc à risquer leurs vies. L'action des ONG qui patrouillent au large des côtes libyennes pousse toujours plus de gens à la mer et encourage *de facto* le trafic d'êtres humains, permettant aux passeurs de prendre moins de risques et de continuer sans crainte leurs activités criminelles.

Notre allié Matteo Salvini, ministre italien de l'Intérieur, l'a bien compris. Avec son mot d'ordre « fermons les ports » appliqué de façon intransigeante, et grâce à un partenariat avec les autorités libyennes qui ne demandaient que cela, il a en deux mois déjà permis des baisses significatives à la fois de tentatives de traversées et de décès en mer.

Mais les ONG de gauche, loin de saluer ces résultats, ne ménagent pas leurs critiques ni leurs insultes. Il faut les comprendre: c'est leur modèle économique qu'elles défendent en poussant à l'ouverture totale des frontières. Entre leur idéologie sans-frontériste et les bénéfices, financiers ou d'image, tirés de leur action, il est évident qu'elles n'ont aucun intérêt à l'arrêt de la submersion migratoire. Et tant pis pour les migrants noyés ou les troubles causés par cette arrivée massive de clandestins et dont souffrent les Européens sur leur sol...

Cette étude permet de faire le point, sans concession, sur le *business* model et les résultats discutables de ces ONG qui agissent parfois hors de tout cadre international.

Il est temps de mettre fin aux postures moralisatrices. Avec nos alliés de l'Europe des Nations et des Libertés, je demande la mise en place d'une vraie politique humaine, lucide et ferme, sur la question migratoire.

Nicolas Bay,
Membre de la FENL

TABLE DES MATIÈRES

<i>Préface</i>	3
<i>Résumé exécutif</i>	7
<i>Proactiva Open Arms</i>	13
<i>SOS-Méditerranée</i>	19
<i>Mission Lifeline</i>	29
<i>Sea Watch</i>	35
<i>Jugend Rettet</i>	45
<i>Sea Eye</i>	55
<i>Migrant Offshore Aid Station (MOAS)</i>	61
<i>Watch the med–Alarm phone</i>	69
<i>Stichting Bootvluchteling/ Boat Refugee Foundation</i>	73
<i>PROEM-AID</i>	75
<i>Save the children</i>	77
<i>Médecins sans frontières</i>	81
<i>Recommandations</i>	85
<i>Repères chronologiques</i>	87

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Depuis 2014, des ONG ont installé des stations opérationnelles à Malte et en Sicile. Leurs navires patrouillent au plus près des côtes libyennes afin de porter secours à des embarcations transportant des migrants d'Afrique subsaharienne ou du Proche-Orient. Certaines de ces ONG, une majorité, ont été créées dans le contexte de « la crise des migrants », souvent à la suite d'un épisode médiatique émotionnel. D'autres sont des acteurs classiques de l'aide humanitaire dans le monde. Toutes partagent, à quelques différences de degrés dans leur expression, une même vision de la question migratoire.

Qui sont ces ONG ? Qui les dirigent ? Quelles sont les motivations de leurs fondateurs ? Comment sont-elles financées ? Quel est leur bilan en termes de secours ? Ont-elles des liens avec des organisations politiques ? Quels regards portent-elles sur le rôle de l'Union Européenne dans ce dossier ? Sont-elles vraiment pour certaines en lien avec les passeurs ? Au final, leur présence crée-t-elle cet afflux de réfugiés, à tout le moins l'augmente-t-elle ? Seule une réponse à chacune de ces questions permet d'avoir une connaissance exacte de ce qui représente la part la plus importante des actuelles migrations trans-méditerranéennes. Avec plusieurs milliers de départs sur le premier trimestre 2018, celles-ci, malgré une baisse hivernale, n'ont pas cessé. Certaines ONG parlent même d'une augmentation avec le printemps.

Les ONG créées depuis 2014 sont majoritairement originaires d'Europe du nord : quatre allemandes, une franco-allemande, une néerlandaise. À leurs côtés, on trouve deux organisations espagnoles et l'initiative très singulière d'un riche homme d'affaires italo-américain installé à Malte. Cette sur-représentation allemande correspond sans nul doute à la place centrale de ce pays dans l'accueil des réfugiés et à la communication très forte qui s'en est suivie afin de faciliter cet accueil de population. Le cas espagnol est, nous le verrons, d'un autre ordre. Il répond sans doute pour bonne part aux profils particuliers et aux objectifs personnels de leurs fondateurs.

Les ONG abusent du cadre légal du droit maritime (notamment la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982) qui fait obligation morale et légale à

un navire de se dérouter pour porter assistance à des personnes en détresse. Elles agissent sur mandat du MRCC (Maritime Rescue Coordination Center) de Rome. À l'été 2017, l'État italien, soutenu par l'Union Européenne, a suspendu le droit pour les ONG de continuer leurs opérations de sauvetage à leur signature d'un Code de conduite. La plupart des ONG ont fini par le signer (ce qui n'a pas empêché l'une d'entre elles de voir son navire saisi au printemps 2018 sans que soit formellement prouvée une violation dudit Code).

Il est impossible d'avoir une certitude sur le bilan cumulé de l'activité des ONG. Il semble cependant qu'en environ trois ans et demi, celles-ci auront recueilli environ 200 000 personnes dont 92 000 depuis début 2016. Il existe de fortes disparités entre les bilans de chacune, entre, par exemple, Sea Watch et ses 35 000 rescapés, et les 549 de Mission Lifeline.

Il est possible que certaines ONG aient parfois gonflé leurs bilans dans un but de communication. Il est vraisemblable également que des migrants ayant été transbordés d'un navire à l'autre avant de gagner l'Europe aient pu être comptés deux fois. Enfin, lorsque deux ONG travaillent ensemble sur le même navire, leurs bilans sont publiés séparément mais peuvent être par mégarde additionnés. Quoi qu'il en soit, le nombre de personnes recueillies est important. Important mais, cependant, celui-ci ne représente qu'une minorité des sauvetages de migrants dans la zone. Selon des données des garde-côtes italiens citées par SOS-Méditerranée dans son rapport annuel paru en 2018, les ONG ont assuré 26 % des sauvetages en 2016 et 41 % en 2017. Les autres sauvetages (74 % en 2016 et 59 % en 2017) sont opérés par les garde-côtes italiens, les navires marchands, les marines européennes, les navires engagés dans l'opération FRONTEX... C'est donc la forte médiatisation générée par les ONG qui peut faire croire au public européen que, sans elles, les migrants sont presque certainement condamnés à mort. Il faut donc garder ce fait à l'esprit: les ONG ne jouent qu'un rôle minoritaire dans le secours en mer en Méditerranée centrale.

Un des revers de cette communication pour les ONG est l'accusation de collusion avec les passeurs. Cette accusation a pris forme médiatiquement avec l'enquête du parquet de Trapani (Sicile) à l'automne 2016 et ses développements de l'été 2017. Deux navires ont été saisis (l'un rendu à ses propriétaires

en avril 2018). Un autre a été perquisitionné. Cependant, aucun membre d'ONG n'a été condamné (y compris ceux de PROEM-Aid jugés en mai 2018 en Grèce pour « trafics d'êtres humains » et finalement relaxés).

À l'accusation de complicité avec les passeurs s'ajoute celle de créer l'afflux des migrants par la seule présence de navires de sauvetage. Qu'en est-il ?

Une étude de l'université Goldsmith de Londres publiée en juin 2017 disculpe totalement les ONG de ces accusations. Il est vrai qu'elle est signée des professeurs Charles Heller et Lorenzo Pezzani, tous les deux membres de l'une d'entre elles, Watch the Med. Pour autant ses conclusions purement factuelles semblent valides. Elles sont, au demeurant, confirmées par un rapport de FRONTEX de 2017 : « C'est en Méditerranée centrale qu'a eu lieu le plus grand nombre jamais observé d'arrivées de migrants subsahariens d'Afrique de l'Ouest et de la Corne de l'Afrique (181 459 migrants – en 2016), soit une augmentation de 18 % par rapport à 2015. Cette tendance qui coïncide avec les augmentations précédentes d'une année sur l'autre montre que la Méditerranée centrale est devenue la principale route des migrants africains vers l'UE, et il est probable qu'il en sera de même dans un avenir proche » (FRONTEX 2017 Annual Risk Analysis Report). En d'autres termes, avant même l'arrivée massive d'ONG sur zone, il existait une tendance régulière à la hausse annuelle des candidats à la traversée. L'afflux de migrants existait avant 2014, il était important au plus fort de la présence des ONG en 2016 et au premier semestre 2017, il reste significatif alors que beaucoup d'entre elles ont quitté définitivement ou temporairement la zone. L'affirmation des ONG selon laquelle leur présence permet de limiter le nombre de morts est certainement vraie même si, comme vu plus haut, la majorité des recueils mais non la totalité est fait par des navires relevant des États européens ou d'opérateurs commerciaux en transit. Sans la présence des ONG, et en l'état des moyens mis en œuvre, il est vraisemblable que tous les sauvetages ne pourraient être réalisés.

Cependant, on ne peut écarter l'hypothèse que le fonctionnement de certaines d'entre elles est de nature à faciliter l'action des passeurs. Ainsi, et par exemple, SOS-Méditerranée affirme n'avoir jamais de contact téléphonique avec un migrant embarqué sur un radeau en détresse. Or, cette même ONG a reçu à de très nombreuses reprises des signalements d'embarcations

à la dérive de la part de l'organisation Watch the med. Cette dernière fait l'intermédiaire. Elle reçoit des appels de migrants en mer – sans que l'on puisse savoir au demeurant si ceux-ci ne sont pas parfois en réalité des passeurs – puis relaie l'information auprès de SOS-Méditerranée (ou une autre ONG) ou le MRCC de Rome. Il y a donc une part d'hypocrisie ou d'inconscience dans la communication de cette ONG. Notamment lorsque l'on sait, comme nous le verrons plus loin, que Watch the med distribue son numéro d'urgence dans toute l'Afrique du Nord via un document publicitaire en arabe et en anglais et qu'un de ses dirigeants avoue lui-même que beaucoup d'embarcations se voient munies d'un téléphone pour pouvoir les contacter une fois en mer...

La présence des ONG permet donc à l'Union Européenne et aux États européens de ne pas avoir à engager davantage de moyens matériels sur la zone. Elle interroge le rôle politique de l'Union Européenne et de certains États. Une volonté d'accueil, affichée dans les faits comme dans les déclarations, cohabite avec un accord tacite de laisser le gouvernement italien tenter de limiter les arrivées, tout en les acceptant toujours en très grand nombre, encore en 2017 mais aussi début 2018. L'objet officiel du financement de la Libye pour fixer sur son sol le maximum de migrants et, à terme, de couper cette route de migration, ne repose pas sur un refus de l'immigration, mais essentiellement sur les conditions périlleuses de la migration. Elle découle également de l'action du gouvernement social-démocrate italien sous la pression de son opposition de droite et de celle d'une majorité de l'opinion publique.

Dans ce contexte, les ONG jouent un rôle majeur sur le théâtre médiatique des opérations. Celui de sembler se substituer à une supposée inaction de l'UE et des États pour le sauvetage en mer et ainsi focaliser sur elles les critiques des partis politiques et des pans de l'opinion publique hostiles à l'immigration. La présence des ONG, les polémiques qui entourent celle-ci, masquent les responsabilités de l'UE, détournent l'attention du fait principal : l'opposition grandissante entre des dirigeants européens favorables à une forte immigration et des peuples européens qui y sont majoritairement hostiles.

La critique agressive de l'Union européenne formulée par beaucoup d'ONG permet à la politique européenne d'apparaître comme une voie médiane entre « populistes » et « gauche

radicale », elle dissimule qu'entre ONG et dirigeants européens la différence d'opinions sur le dossier n'est pas de nature, mais de degré, ne repose pas nécessairement sur les mêmes ressorts idéologiques, mais converge vers le même but : faire de l'Europe un territoire ouvert à toutes les migrations, y compris les migrations économiques.

Un autre point fondamental doit être abordé. Par leur action, et même si, de façon indirecte, les ONG s'impliquent factuellement dans le contrôle des frontières de l'Europe. Sous couvert d'humanitaire, d'application des divers textes sur les droits de l'homme, elles s'arrogent une part de l'exercice de la souveraineté des États.

Il convient dans ce cadre de distinguer le naufrage, par nature accidentel, d'un flux ininterrompu d'embarcations fragiles incapables de traverser une mer et donc systématiquement condamnées au naufrage. Pour mettre fin ou limiter cette industrie du naufrage, l'Europe a choisi de laisser la responsabilité (subventionnée) de l'action à la Libye. C'est elle qui, aux yeux de l'opinion publique, endosse la responsabilité de la lutte contre l'immigration clandestine. Ce sont les garde-côtes libyens qui, surveillant leurs eaux territoriales, permettent à l'Europe de ne pas avoir à exercer sa souveraineté sur ses frontières externes. Souveraineté que les États membres de l'UE ont abandonnée aux bureaucrates Bruxelles, qui, par idéologie, ne souhaitent pas l'exercer : tous les migrants embarqués étant emmenés vers l'Italie et non vers la Tunisie, pourtant plus proche. Ce sont aussi les garde-côtes libyens qui, du fait de la délégation implicite de l'Europe, sont accusés de faire peser une menace sur les ONG de par l'agressivité de leurs interventions.

En d'autres termes, l'Union européenne a externalisé le contrôle de ses frontières extérieures. Elle se dégage de sa responsabilité politique. Elle est favorable à l'immigration, sous couvert de droit d'asile mais pas seulement, sans vouloir cependant en endosser la responsabilité. D'une certaine manière, et pas forcément de façon consciente, les dirigeants européens en agissant ainsi « démocratisent » les frontières de l'Union, revendication des ONG. La frontière n'est plus la chose des États ou de l'UE mais un lieu qui devient lien. De simples citoyens regroupés en associations jouent sur cette frontière un rôle que les États ne veulent pas jouer comme ils servent de paravent au rôle précisément joué par ces États et l'UE. Dans ce contexte,

la « démocratisation » s'avère l'inverse du processus prétendument souhaité, non la démocratie, expression du politique, mais le refus du politique et de ce qu'il signifie en termes de prérogatives d'État et de souveraineté à la fois populaire et nationale. Bref, cette « démocratisation » portée par certaines ONG ne se contente pas seulement en l'occurrence de ne pas être la démocratie, elle va jusqu'à incarner son contraire: une victoire d'un faible nombre sur le plus grand nombre, acceptée et donc légitimée par un non-Etat (l'UE) dont le développement se nourrit au détriment des États nationaux.

Au regard de l'importance cruciale des enjeux de ce dossier — le cas de la Méditerranée centrale étant potentiellement reproductible, par exemple dans le détroit de Gibraltar — de la disproportion existant entre le faible nombre de militants des ONG (sans doute moins d'un millier en cumul depuis trois ans sur les différents navires) par rapport au nombre d'entrées de migrants en découlant, il est important d'analyser le fonctionnement de ces ONG, de comprendre les motivations de leurs membres et de tracer un tableau de leurs forces et de leurs faiblesses.



PROACTIVA OPEN ARMS

Engagée sur le terrain depuis septembre 2015

Proactiva Open Arms est une ONG espagnole, basée à Badalona dans la province de Barcelone. Elle est une des plus récentes des ONG nées de la crise des migrants en Méditerranée. Selon Oscar Camps, son fondateur, l'élément déclencheur a été l'affaire de la noyade du petit Alyan Kurdi, le 2 septembre 2015: « notre mission a commencé avec une photo d'un enfant noyé sur un rivage. Des couvertures de journaux, de réseaux sociaux, de télévisions... et aucun gouvernement n'a fait quoi que ce soit. Nous voulons que nos enfants, futurs adultes, grandissent dans une société où il est inconcevable de voir une telle image. » Oscar Camps part alors pour Lesbos avec deux compagnons et des moyens financiers modestes, 15000 euros, et des moyens matériels dérisoires, des palmes, des tubas, des gilets de sauvetage. Selon sa communication auprès de la presse internationale, son groupe était le seul à aller aider « dans l'eau » les migrants. Tous les autres soutiens (médecins notamment) attendaient à terre. En un mois, 1000 personnes auraient ainsi été aidées par la future ONG. Oscar Camps dénonce à l'époque l'incohérence de FRONTEX supposé bloquer les navires de migrants, mais qui ne le fait pas, tout en les regardant parfois sombrer.

Fin septembre, l'association est créée afin de lever des fonds.

Une expérience professionnelle en sauvetage mais un engagement humanitaire suspect

Proactiva Open Arms n'est pas née du néant. Oscar Camps est le patron de Pro-Activa Serveis Aquàtics, une entreprise de sauvetage en mer et de surveillance des plages qui possède de nombreux contrats en Espagne. En saison estivale, l'entreprise emploie environ 600 personnes et génère un chiffre d'affaires de plusieurs millions d'euros. Ce dernier point relativise la communication d'Oscar Camps qui, dans ses interviews, raconte qu'il a « contacté son comptable » afin de pouvoir partir à Lesbos avec 15000 euros.

Il est à noter que cette même année 2015 qui voit Oscar Camps devenir une figure nationale, être élu « Catalan de l'année », sa

société a été condamnée par la Cour supérieure de justice des Îles Baléares (TSJB) pour cinq licenciements abusifs.

Durant l'été 2016, 80 employés se mettent en grève illimitée et comparent le volet aide aux réfugiés, « entreprise de communication publique », d'Oscar Camps, et les conditions « cauchemardesques » de travail de l'entreprise. Les grévistes pointent également les liens existants entre Ada Colau, maire de Barcelone depuis 2015, soutenue par Podemos, adjudicatrice des marchés des plages de sa ville dépassant les 2 millions d'euros, et Oscar Camps. Elle embarquera en juin 2016 sur le navire de l'ONG pour dénoncer l'inaction de l'Europe. Pour conclure sur ce point, on notera que la version humanitaire de l'activité d'Oscar Camps porte en partie le même nom que le volet économique. Ce n'est certainement pas anodin lorsque l'on connaît l'attention portée par ce même Oscar Camps à la communication.

Un outil de promotion personnelle pour son fondateur ?

L'action humanitaire d'Oscar Camps lui a valu de recevoir au titre de Proactiva Open Arms une vingtaine de prix en Espagne. Selon le site de l'ONG, il a été également nommé « Citoyen de l'année » par le Parlement européen en 2015.

La communication de l'ONG est particulièrement centrée sur Oscar Camps. Les bénévoles qui vont en mer sont nommés par leurs prénoms. Une phrase sur le site internet de l'ONG résume cette mise en avant d'un seul homme: « Le travail et l'initiative d'Oscar Camps et de son équipe de bénévoles ».

Un bilan comptable impressionnant mais variable

De septembre 2015 à décembre 2017, Proactiva Open Arms affirme sur son site internet avoir secouru 57718 personnes. 32573 en Mer Égée, 25145 en Méditerranée centrale.

Cependant, l'extrême précision de ces chiffres est suspecte. En effet, dans ses premières interviews réalisées à l'automne 2015 en Grèce, Oscar Camps donne des chiffres arrondis à partir d'estimations qu'il reconnaît lui-même vagues. Ainsi, il évoque une vingtaine d'embarcations « secourues » avec environ 50 personnes à bord.

Dans son intervention au Parlement européen, devant la sous-commission « droits de l'homme », le 16 mars 2016, Oscar Camps évoque cette fois 120 embarcations, donc six fois plus, avec toujours 50 personnes. Dans cette même intervention, il parle successivement de 154 000 personnes « reçues » à Lesbos, de 11 000 personnes « sauvées » puis de 400 000 ; il évoque pour la même période 400 noyés puis, quelques minutes plus tard, 300.

Quoi qu'il en soit, au-delà de la propension d'Oscar Camps à donner des chiffres très différents, le bilan comptable mis en avant par l'ONG témoigne d'une parfaite maîtrise des techniques de communication.

Une communication « trash » et efficace

La communication de l'ONG est sans doute une des toutes meilleures parmi celles travaillant à l'aide aux réfugiés dans la zone. Elle est basée essentiellement sur l'émotionnel. Aucune limite n'est fixée dans le voyeurisme. Ainsi, à de nombreuses reprises, l'ONG publie des photos de corps de migrants, enveloppés dans des linceuls. Parmi les victimes, on reconnaît toujours des corps de bébés. Ainsi, le 16 janvier 2018, cette légende illustre une photo de victimes: « 16 janvier: aujourd'hui, nous pleurons la mort d'un bébé et d'un jeune homme qui ont été tués par ceux qui continuent à regarder ailleurs, mais leurs morts seront à la charge de leur conscience, et l'histoire leur fera payer l'addition. »

Les missions successives de l'ONG sont parfaitement scénarisées, « séquencées », sur les réseaux sociaux. Chacune porte un numéro afin de témoigner de l'importance du volume d'aide fourni. Chaque message de sauvetage ou de drame se conclut efficacement et invariablement par le slogan/signature/appel aux dons: « Tu nous aides à continuer? ».

À la suite de la mise sous séquestre en mars 2018 de son navire, l'ONG lancera le message: « sauver des vies n'est pas un crime. »

Des levées de fonds importantes

Si Oscar Camps prétend avoir commencé avec 15 000 euros, l'association a très vite levé des fonds considérables.

Au cours de l'année 2016 et jusqu'au 30 septembre 2017, les contributions se sont élevées à 3,6 millions d'euros. L'indépendance économique de Proactiva Open Arms est totale grâce à la somme des « petites contributions privées » qui représenterait 96 % du financement. Les 4 % restants appartiennent à des organismes officiels ou à des administrations locales.

Il existe une ambiguïté quant à la notion de « dons privés ». En effet, un « don privé » n'est pas nécessairement un don de faible montant. Faute d'informations officielles données par l'ONG, on peut supposer qu'un pourcentage non négligeable des « dons privés » est concentré sur une poignée de riches donateurs (voir plus bas « Des soutiens de luxe »).

Au chapitre des dépenses, 94 % des fonds ont été alloués à l'action directe pour pouvoir effectuer des sauvetages et des interventions directes en mer. Les 6 % restants vont aux frais de structure, y compris les frais de communication.

À ce sujet, l'association vend divers objets avec son nom, comme des tasses (vendues dix euros) ce qui représente davantage un outil de communication qu'une source financière.

Des soutiens de luxe

Parmi les soutiens de Proactiva Open Arms, il faut citer :

Livio Lo Monaco, riche homme d'affaires italien. Il a, au début de l'activité de l'ONG, mis à disposition son yacht, l'Astral. 300 000 euros ont été investis pour transformer ce navire de luxe en bateau de secours. Aucune source ne précise qui a payé les travaux.

Xavi Hernandez, ancien joueur célèbre du FC Barcelone, évoluant en 2016 au Qatar, a vendu son yacht de neuf mètres au profit de l'ONG.

L'acteur américain Richard Gere a rencontré en avril 2017 Oscar Camps et a demandé à devenir « ambassadeur » de l'ONG.

Antonio Pampliega est un journaliste très connu en Espagne pour avoir été enlevé en Syrie par Al-Nosra en 2015. Pour sa libération et celle de ses deux compagnons, l'Espagne a payé une rançon de dix millions d'euros. Il a couvert plusieurs missions de l'ONG dans un style militant et quasi-hagiographique.

Des soutiens de gauche et d'extrême-gauche

Outre le maire de Barcelone, les soutiens de l'ONG appartiennent souvent à un camp politique très marqué. C'est le cas de Lola Galovart, député du parti socialiste espagnol. Plus marqué encore : les Archives de la Brigade Abraham Lincoln (unité américaine engagée au sein des brigades internationales durant la guerre d'Espagne) qui lui ont décerné un prix en 2015 ou Pepe Viyuela, acteur connu en Espagne et soutien officiel de Podemos.

Une mise en cause violente et systématique de l'Union européenne

Les attaques contre l'Union européenne sont une part prépondérante du discours et donc de la communication de Proactiva Open Arms. Elles sont quasi-systématiquement associées à des images de noyés. Ainsi, le 20 janvier 2018, l'organisation écrit sur sa page Facebook : « des images qui resteront dans nos rétines et qui atteindront le grand écran. Parce qu'il faut le voir pour comprendre l'ampleur du crime aux portes d'une Europe absente. »

À l'été 2017, Proactiva Open Arms n'hésite pas à accuser l'UE de complicité avec le navire « anti-migrants » affrété par le mouvement européen Génération Identitaire.

Ces accusations n'empêchent nullement Oscar Camps d'être considéré comme un interlocuteur par l'UE. Ainsi, il a été auditionné le 16 mars 2016 par la sous-commission aux droits de l'homme du Parlement européen sur la situation des droits de l'homme dans les pays d'origine et de transit des flux migratoires. Il y a tenu un discours plus policé, mais toujours critique, évoquant la « passivité de l'Europe » et affirmant que « les valeurs sur lesquelles est fondée l'Europe semblent maintenant [dans le cadre de la crise à Lesbos] une imposture. »

Une conception étendue de la notion de « réfugié »

Oscar Camps et son ONG donnent sur leur site internet une définition du « réfugié » qui n'est pas celle de la convention du 28 juillet 1951 : « Proactiva Open Arms est une organisation

non gouvernementale à but non lucratif dont la mission principale est de sauver les réfugiés arrivant en Europe pour fuir la guerre, la persécution ou la pauvreté. » Cette définition peut donc s'appliquer à 388 millions de personnes en Afrique sub-saharienne si on retient l'estimation de 2012 de la Banque mondiale.

Il est à noter qu'en mars 2016, reçu au Parlement européen, Oscar Camps se garde bien de donner cette définition. Il évoque les risques de mise en danger, de mort, bref, il reste dans le cadre de la Convention de 1951.

Le coup d'arrêt de mars 2018

À l'aube du 18 mars 2018, la police italienne a investi le navire de l'ONG alors à quai en Sicile. Elle a saisi plusieurs documents, puis placé le navire sous séquestre, en même temps qu'étaient annoncées des poursuites pour « association de malfaiteurs favorisant l'immigration clandestine » contre le directeur de l'ONG et le capitaine du navire. Cette intervention fait suite à un incident ayant opposé quelques jours auparavant le navire et des garde-côtes libyens. Ces derniers exigeaient que l'ONG lui confie les 218 migrants à son bord, ce qu'a refusé cette dernière malgré les injonctions du Centre de secours de Rome. Or, ce point contrevient formellement au code de conduite édicté en 2017 et pourtant signé par Proactiva Open Arms. Cependant, la zone de secours dans les eaux internationales attribuée par l'Italie à la Libye n'a été reconnue par aucune instance internationale. La Commission européenne qui s'est aussitôt penchée sur l'affaire a appelé à respecter à la fois le code de conduite et le droit des ONG à opérer dans les eaux internationales.

En une semaine, une pétition de soutien à l'ONG avait recueilli 250 000 signatures.

Le 16 avril 2018, la justice italienne a annulé la saisie du navire, tout en maintenant l'enquête des parquets de Catane et Raguse pour « pour association de malfaiteurs et aide à l'immigration clandestine ».



SOS-MÉDITERRANÉE

Un storytelling bien rodé

SOS-Méditerranée a été fondée le 9 mai 2015, à l'occasion symbolique de la Journée de l'Europe, par un allemand, Klaus Vogel, et une Française, Sophie Beau. Ce couple a été l'objet d'une couverture de presse (interviews, portraits...) très supérieure à celles accordées aux autres fondateurs des ONG nées de la crise de migrants.

Klaus Vogel est âgé de 62 ans. Sa vie est une suite de ruptures. Très jeune, il embarque comme matelot sur un cargo en partance pour l'Indonésie. À son retour, il décide d'être médecin, suit les études deux années, réussit ses examens, puis abandonne. Il repart en mer un temps avant de revenir en Allemagne et d'entamer des études d'histoire. Lors d'un séjour à Paris, il étudie à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Il décroche finalement un doctorat en histoire et intègre comme « chercheur sur les origines de la violence » une université allemande. Il y reste 17 ans. Faute de subventions, son poste disparaît. Klaus Vogel redevient alors marin, et même commandant dans la marine marchande. C'est à ce poste, appointé à 6000 euros net, qu'en novembre 2014, il ressent « l'irrépressible nécessité » de se porter au secours des migrants en Méditerranée. Il démissionne de son emploi et commence alors à monter le projet qui débouchera sur SOS-Méditerranée (il reprendra son emploi en décembre 2017). C'est le hasard d'une relation commune qui lui aurait fait croiser la route de la française Sophie Beau.

Klaus Vogel se revendique publiquement comme étant « de gauche ». Il insiste beaucoup sur son histoire personnelle, celle-ci expliquant son initiative. Il n'est donc pas hors de propos de s'y attarder. Klaus Vogel est de ces Allemands qui souffrent profondément de leur passé, que ce soit sur le plan national ou familial. Son grand-père maternel a été membre du parti nazi au sein des Sections d'assaut. Il était l'ami du général SS belge Léon Degrelle. Ce grand-père a conservé tout au long de sa vie y compris après la guerre ses convictions nationales-socialistes. C'est dans ce contexte qu'il faut placer certaines déclarations de Klaus Vogel comme, par exemple, « quand j'ai découvert le premier bateau auquel nous avons

porté secours, je pense que j'ai senti la même chose que les GI qui ont libéré les camps de concentration en 1945 » ou bien encore lorsque qu'il parle des « camps de concentration de Libye ».

Sophie Beau, 45 ans, présente un parcours plus classique. Elle a suivi des études d'anthropologie et de sciences politiques, axées notamment sur les questions migratoires entre la France et le Mali. Sa carrière s'est tournée très tôt vers l'humanitaire. Durant dix ans, de 1998 à 2008, elle a travaillé avec Médecins sans frontières puis Médecins du monde comme chef de projet au Moyen-Orient, au Maghreb, en Afrique noire, au Liban, en Géorgie, en Palestine, mais aussi au siège social de ces ONG. En 2008, elle a quitté Médecins du monde pour travailler dans la lutte contre l'exclusion en France au sein de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale. Au moment de la crise des migrants, elle était à son compte comme consultante pour des ONG et des collectivités territoriales. Depuis la création de SOS-Méditerranée, elle y travaille à temps plein sans que son salaire ne soit connu.

Comme Klaus Vogel, Sophie Beau communique volontiers sur sa famille. Ses parents, Bertrand et Christiane Beau, ont créé en septembre 2015 dans leur village d'Indre-et-Loire, Preuilley-sur-Claise, un comité d'aide aux migrants. Christiane Beau s'était déjà engagée durant vingt ans sur Paris en donnant des cours de français dans des foyers pour immigrés.

L'humanitaire Sophie Beau et le marin Klaus Vogel se sont rencontrés en mars 2015 à Paris. Comment se sont-ils vraiment connus ? Les versions diffèrent légèrement selon les sources. La belle-sœur de Klaus Vogel vit à Marseille et se trouve être une amie d'enfance de Sophie Beau. La rencontre de Paris était-elle la première ou bien se connaissaient-ils déjà auparavant ? Nulle certitude à ce sujet. Cependant, une chose est sûre : si l'ONG est née de cette rencontre, elle n'aurait sans aucun doute pas pris un tel essor sans l'appui d'une personnalité majeure du monde maritime européen devenue son président en avril 2016.

Francis Vallat, un seigneur de la mer

Âgé de 72 ans, Francis Vallat a derrière lui un demi-siècle de présence et d'influence dans le monde professionnel maritime.

Son parcours est impressionnant. Il fut durant près de trente ans le président de Van Ommeren Tankers, un important armateur pétrolier néerlandais qui le licencia en 1997 (Francis Vallat conteste le licenciement et parle de départ pour cause de mésentente sur la stratégie du groupe). On le retrouve ensuite au conseil national de la Lloyd's, la célèbre compagnie d'assurance britannique, ou au comité international du bureau Veritas, le leader mondial de la certification des normes. Il a été également vice-président d'Intertanko, le groupement mondial des tankers pétroliers, et vice-président de l'Agence européenne pour la sécurité maritime.

En 2006, Francis Vallat a fondé le Cluster maritime français, un regroupement de toutes les entreprises du secteur. Plus de 5 000 cadres et dirigeants d'entreprises sont passés par le Cluster. 400 entreprises ou entités maritimes y adhèrent. Ses Assises de la mer ont attiré jusqu'à près de 2 000 personnes dont des ministres. Francis Vallat a quitté ses fonctions en 2014, tout en restant président de l'European Network of Maritime Clusters qui rassemble les clusters de 17 pays européens. Côté institutionnel, Francis Vallat a été également président de l'Institut français de la mer et, pour avoir participé à certains de ses travaux, possède sa propre page en anglais sur le site internet de la Commission européenne. Il a possédé ou possède encore de nombreuses entreprises ou SCI, et a soutenu de multiples engagements associatifs ou sportifs toujours dans le domaine de la mer.

Francis Vallat a été décoré par Jean-Claude Gayssot, alors ministre des transports, de la Légion d'honneur et a participé en janvier 2012 à des journées thématiques de l'UMP lors desquelles il déclara aux organisateurs « vous êtes nuls en communication ». Cette liberté de ton témoigne sans doute de l'indépendance d'esprit de Francis Vallat mais aussi et surtout du poids qui est le sien dans son monde.

Parrain discret mais actif de SOS-Méditerranée, Francis Vallat a sans doute joué un rôle décisif dans le sponsoring de l'ONG. Sa présence en arrière-plan contredit en partie l'histoire de l'ONG « citoyenne » née d'un mouvement de solidarité. Sans lui, que serait-il advenu de l'initiative ?

Quelles peuvent être les motivations de Francis Vallat dans cette aventure ? Elles sont sincèrement humanitaires et, contrairement à certains militants d'ONG, sans aucune arrière-pensée

de réalisation ou de bénéfice personnel. Ses explications dans la presse reposent essentiellement sur le droit maritime, l'obligation de porter secours aux naufragés. Cependant, et très curieusement, Francis Vallat est allé en une occasion beaucoup plus loin que n'importe quel autre responsable d'ONG. Il est vrai que ses paroles datent de 2006, avant son engagement au sein de SOS-Méditerranée. Il déclarait alors à RFI à propos de la piraterie au large de la Somalie: « la piraterie est due à la pauvreté, à un sentiment d'injustice car passent des navires chargés de richesses ce qui est sans doute ressenti comme une provocation. » C'est là indubitablement un point commun avec la communication marquée à gauche de nombreuses ONG: l'Europe est coupable même quand elle est agressée.

Un bilan comptable de sauvetages dans la moyenne

En mars 2018, l'ONG annonçait avoir sauvé depuis le début de son engagement 27 173 personnes. Ce nombre peut être estimé comme moyen quand on regarde le soutien et la notoriété de l'ONG et qu'on le compare aux résultats obtenus par d'autres organisations. Mais il est vrai que la première mission n'a été lancée que le 26 février 2016.

Ce nombre correspond à 159 missions de sauvetage (51 en 2016, 102 en 2017, 6 en janvier et février 2018) et 55 missions de transbordement, soit un total de 214 missions.

Selon la communication de l'ONG, basée sur des statistiques de l'État italien, le nombre de personnes secourues par elle représente 19,6 % de l'ensemble des personnes sauvées sur la zone par des ONG et 6,4 % si l'on prend en compte tous les types de navires (ONG, marine marchande, marines nationales...).

85 % des rescapés pris en charge sont des hommes. En 2016, sur les 15 % de femmes, 4,5 % d'entre elles étaient enceintes. En 2017, ce pourcentage est monté à 10,6 %, ce qui donnerait en moyenne sur deux ans environ 300 enfants nés en Italie. Ces femmes sont essentiellement nigérianes, guinéennes et érythréennes.

Une particularité: la mise à l'écart des femmes à bord

SOS-Méditerranée est la seule à communiquer sur la création à bord de son navire d'un espace « protégé », réservé aux femmes. Ce lieu est appelé « shelter » (refuge en anglais). Selon la communication de l'ONG, il « garantit la protection des femmes ». La zone est sous le contrôle d'éléments féminins de MSF. « Aucun homme n'est autorisé à entrer dans cette zone, à aucun moment de la traversée vers l'Italie ».

Cette décision semble contredire la communication de l'ONG qui met régulièrement en avant la « solidarité » qui existe entre les hommes et les femmes à bord des embarcations de fortune.

Des moyens matériels et une organisation de grande qualité

SOS-Méditerranée ne possède qu'un navire de 77 mètres, l'Aquarius, capable d'embarquer théoriquement jusqu'à 500 migrants. Cependant, en certaines occasions, le navire a accueilli plus de 1 000 rescapés. En deux ans, 109 professionnels se sont succédé à son bord, y compris les équipes médicales de Médecins sans frontières. Ces professionnels se répartissent sur 17 nationalités européennes ou américaines. On ne compte pour représenter les continents asiatiques ou africains que la présence de quelques bénévoles libanais.

L'équipage du navire compte une dizaine de membres (capitaine, ingénieur, marins, cuisinier...). Tous sont salariés de Jasmund Shipping, l'armateur allemand à qui SOS-Méditerranée loue le bateau.

À terre, l'ONG comptait 13 salariés à temps plein en 2017 pour l'opérationnel, la communication et l'événementiel. Elle annonçait début 2018 des recrutements supplémentaires.

250 bénévoles, dont trois-quart de femmes, souvent retraitées, complètent ce dispositif en France. Aux branches française et allemande se sont ajoutées en 2016 une antenne en Italie et une en Suisse en 2017.

Un partenariat avec Médecins sans frontières

Ce partenariat est intervenu très tôt, dès le 1^{er} mai 2016. Il a pris le relais d'une brève expérience avec Médecins du Monde. SOS-Méditerranée affrète le navire, s'assure de la navigation, prend en charge les recherches et sauvetages, MSF est responsable de l'accueil et des soins à bord. MSF participe également au financement de l'opération. Le montant de cette participation n'est pas connu. Nous revenons en fin de cette étude, dans un passage spécifique, sur l'action de MSF en Méditerranée centrale.

Un militantisme en milieu scolaire

L'ONG intervient dans un nombre grandissant d'écoles françaises. 11 512 élèves ont ainsi reçu la visite de militants qui leur ont présenté l'activité de l'Aquarius et ont partagé leur vision idéologique de la crise des migrants. Aucune de ces visites n'a fait l'objet d'un refus des académies concernées, aucune opposition d'élus siégeant dans des collèges ou des lycées n'a été signalée.

Des soutiens « people » et d'institutions

Il serait trop long de faire la liste complète des soutiens de l'ONG. Parmi les plus symboliques, on peut citer l'Institut du monde arabe qui a organisé le 19 décembre 2017 une soirée de soutien ou le théâtre de la Criée à Marseille, centre dramatique national, qui a rassemblé 800 personnes le 8 juin 2017 pour une journée de « sensibilisation ». En mars 2017, c'est le musée d'Aquitaine à Bordeaux qui a reçu l'ONG pour une exposition et une conférence. Des musiciens de l'orchestre philharmonique de Radio France ont également apporté leur soutien au printemps 2018.

Au total, ce sont un peu plus de 200 événements culturels ou sportifs qui ont été organisés en France au bénéfice de l'ONG.

Comme pour les bénévoles, les personnalités qui soutiennent le projet sont majoritairement des femmes : Isabelle Autissier, navigatrice, Agnès B., créatrice de mode, Anne Queffelec, pianiste, Catherine de Wenden, politologue... Parmi les hommes, on peut citer l'écrivain Erick Orsenna, le comédien Philippe Torreton ou l'économiste Thomas Piketty.

Quand la com rencontre la com

SOS-Méditerranée a reçu un renfort en communication important lorsqu'un duo « électro-pop », « Madame Monsieur », a été désigné pour représenter la France au concours de l'Eurovision avec la chanson *Mercy*, du nom d'un bébé né à bord de l'Aquarius le 21 mars 2017.

« Madame Monsieur » est un duo qui n'avait pas atteint une grande notoriété nationale avant leur qualification pour l'Eurovision, travaillant surtout avec des rappeurs controversés. La chanteuse, Emilie Satt est la fille d'une vice-présidente du Conseil départemental des Alpes-Maritimes. Bien qu'elle se défende que *Mercy* soit une chanson « politique », Emilie Satt a relayé sur ses réseaux sociaux de nombreuses prises de positions politiques contre Marine Le Pen ou Donald Trump. De son côté, SOS-Méditerranée a salué « un pied de nez aux populistes ».

Annoncé comme un des favoris de la compétition, le groupe s'est finalement, classé 8^e sur 26 pour ce qui est du vote des jurys institutionnels, 17^e pour le vote des téléspectateurs, et 13^e au classement général.

Une reconnaissance institutionnelle

L'ONG a été distinguée par de nombreuses institutions. En février 2016, le Cluster français lui a décerné son « coup de cœur ». En octobre 2016, le prix du citoyen européen lui a été décerné par le Parlement européen puis, en décembre de la même année, c'est au tour du Conseil économique et social européen de lui attribuer le « prix de la société civile ». À noter que ce prix est normalement décerné à des initiatives « qui ont contribué de manière significative à la promotion des valeurs communes sur lesquelles reposent la cohésion et l'intégration européennes. »

En mars 2017, le prix franco-allemand du journalisme lui a été décerné, accompagné d'un chèque de 30 000 euros. Un mois plus tard, c'était au tour de l'UNESCO de distinguer l'ONG en lui remettant le prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix. Ce prix d'une valeur de 122 000 euros était à partager avec le maire de Lampedusa.

Par ailleurs, le gouvernement français dirigé alors par Bernard Cazeneuve, décidait début 2017 d'accorder le label « grande cause nationale » aux ONG opérant en mer, et notamment

à SOS-Méditerranée. Ce label donne un accès gratuit aux médias publics pour ses bénéficiaires afin de récolter des dons.

En février 2018, Anne Hidalgo a remis la médaille Grand Vermeil de la Ville de Paris à Klaus Vogel. En avril de la même année, c'est le Crédit coopératif PACA qui a décerné son « prix régional » d'un montant de 3 000 euros à l'ONG.

Enfin, pour conclure, sur ce point, il faut retenir que la Principauté de Monaco a subventionné le projet en 2016, pour un montant inconnu.

Un ton sans agressivité mais une obsession médiatique

Contrairement à d'autres ONG nées de la crise des migrants, SOS-Méditerranée produit une communication d'aspect assez neutre. Le sensationnalisme est évité et notamment les photos de cadavres. Un des slogans de l'ONG est : « soyons humains, agissons ». Le parti pris est davantage de célébrer la vie (naissances à bord) que de se complaire dans une litanie mortuaire. Seul Francis Vallat, dans ses propres interviews, sort de cette ligne, n'hésitant pas à user d'un ton mélodramatique, évoquant volontiers et régulièrement « les hurlements de ces enfants, de ces femmes, de ces hommes, noyés dans l'indifférence. »

Si la communication est évidemment chez toutes les ONG une priorité, celle-ci confine à l'obsession chez SOS-Méditerranée. Ainsi, sur les 109 professionnels à s'être succédé à bord de l'Aquarius, 11 sont des chargés de communication, 19 des photographes et 4 des « preneurs de témoignages » (sic). Soit un total de 34. Ainsi donc, environ un tiers des équipes relève de la communication et non du médical ou de la navigation.

À ces communicants, il faut ajouter 130 journalistes internationaux reçus en deux ans. L'ONG est la seule à tenir ainsi un compte exact des membres de la presse ayant été embarqués.

Financement: un affichage de propagande

L'ONG affichait en 2016 une recette, tous dons confondus, de 2 millions d'euros (dans son précédent rapport elle donnait le chiffre de 2,22 millions). Elle déclare 3,4 millions pour 2017. Soit une augmentation substantielle d'environ 40 %.

Ces 3,4 millions se divisent en 2,6 millions de « dons de particuliers » et 793 000 euros versés par des « entreprises, fonds publics, associations, fondations. » Cette dernière somme équivaut à environ 23 % du total des dons. Or, dans sa communication, et notamment son rapport annuel, l'ONG titre sur ce sujet: « plus de 90 % de dons de privés » entretenant ainsi une confusion entre un chèque de dix euros fait par une retraitée de l'Aveyron et celui d'une entreprise – elle aussi « privée ».

Il est vraisemblable que sans ces 23 % de subventions, notamment de réserves parlementaires (désormais impossibles), l'ONG n'aurait pu recruter autant de salariés.

Par ailleurs, au chapitre des dons de particuliers, SOS-Méditerranée ne donne pas de précisions sur le nombre total de donateurs et la moyenne des dons dans son rapport pour 2017. Il est donc impossible de savoir si de riches particuliers abondent le budget de l'organisation. La question n'est pas illégitime quand on voit que, sans doute grâce à l'entregent de Francis Vallat, le site internet Pajot Yacht offre une page entière de publicité à l'association. Or, Pajot yacht est l'entreprise du célèbre skipper Marc Pajot qui vend des yachts pouvant aller jusqu'à 50 millions d'euros...

L'ONG annonce un coût quotidien de présence en mer de 11 000 euros. Elle affirme également dans son rapport annuel paru en mars 2018: « Alors que l'Aquarius était le seul navire d'ONG de recherche et de sauvetage présent en mer lorsqu'il a rejoint la zone à l'hiver 2016, il est également le seul à être resté actif sans discontinuer dans les eaux internationales au large des côtes libyennes. » Si ces affirmations sont exactes, cela donnerait en 2017 un budget de dépenses pour ce seul secteur de plus de 4 millions d'euros. Soit 600 000 euros de plus que les recettes annoncées. On peut donc en déduire que soit ce chiffre de 11 000 euros est inexact, soit la communication sur une présence sans discontinuer est un mensonge. Ce dernier point est au demeurant, par ailleurs, confirmé implicitement par l'ONG qui évoque en février 2018 une « escale technique » d'une semaine afin de remettre le navire en état.

Plus troublant encore, l'ONG parle dans son rapport annuel paru en mars 2018 d'une recette totale de 2,2 millions en 2016 et annonce des dépenses à hauteur de 1,55 million. Cependant, la presse a relayé à ce propos le chiffre d'une dépense globale de

3,6 millions. Comment expliquer la différence? Erreur médiatique, communication de propagande?

Plus important: les dépenses sont pour 1,2 million « opérationnelles ». Sur la base annoncée d'un coût quotidien de 11 000 euros pour maintenir le navire en mer, cela donne pour cette année-là un total de 109 jours, soit un peu plus de trois mois. Ce qui consisterait à dire que durant cette année 2016, l'ONG aurait été absente en mer à 75 %. On est loin de sa communication. Sauf à considérer que le chiffre de 11 000 euros n'est pas le bon.

Un appel à la création d'une flotte européenne

Comme toutes les ONG, SOS-Méditerranée développe un discours critique sur l'Europe. Mais sa relative proximité avec l'institution l'amène, au-delà des accusations, à un appel à une prise de décision concrète de la part de l'Union européenne et des États qui la composent. Ainsi, le 18 janvier 2018, l'ONG déclarait: « Les États européens peuvent éviter ces milliers de morts annoncées, c'est une question de volonté politique: tant que l'Europe n'y mettra pas les moyens, d'autres morts seront à déplorer! Prétendre que les garde-côtes libyens peuvent assumer cette tâche est un leurre dans les conditions actuelles. Nous ne cessons de le répéter: c'est une véritable flotte de sauvetage européenne qu'il faut mettre en place, dans le respect absolu des conventions maritimes et du droit international. »

SOS-Méditerranée, cible des mouvements anti-immigration

Le 13 mai 2017, plus d'un an avant que Matteo Salvini, nouveau ministre de l'Intérieur italien, ne prenne des mesures fortes contre SOS-Méditerranée, l'Aquarius a d'abord été la cible du mouvement Génération identitaire qui a tenté de le bloquer alors qu'il sortait du port de Catane pour rejoindre les côtes de Libye. L'intervention des garde-côtes italiens a permis au navire de l'ONG de sortir du port. Durant l'été suivant, l'Aquarius a été à deux reprises suivi par le C-Star, bateau de l'organisation identitaire, et a dû s'éloigner des côtes libyennes.

Bien que l'ONG ait affirmé refuser commenter ces événements, Klaus Vogel a déclaré: « ces gens sont une honte pour l'Europe. »



MISSION LIFELINE

Mission Lifeline, la petite qui voudrait faire comme les grandes

Lifeline a été fondée en octobre 2015 par Axel Steier, un habitant de Dresde, en ex-RDA, âgé de 42 ans, parfois présenté comme « ambulancier », parfois comme « sociologue », et Sascha Peitsch, un charpentier de 28 ans. Leur première action a été un convoi de trois camionnettes pour la Grèce. Installés sur l'île de Chios, leur travail consistait principalement à distribuer des couvertures et des tasses de thé aux migrants fraîchement débarqués.

En mai 2016, se rendant compte de la relative inutilité de leurs efforts, Axel Steier et son groupe décident d'affréter un navire pour aller recueillir les migrants au large de la Libye. Ils ne parviendront à le faire qu'en septembre 2017, soit quinze mois plus tard. À cela plusieurs raisons : d'abord, la concurrence de Sea Watch et de Jugend Rettet arrivées sur la scène médiatique bien avant eux ce qui leur permet de drainer les flux de dons les plus importants ; ensuite, une organisation beaucoup moins structurée, nettement plus « amateur ».

Un bilan modeste pour ne pas dire quasi-nul

Entre septembre et novembre 2017, l'ONG a organisé cinq missions en mer. Les 2^e, 3^e et 4^e ont été infructueuses. Son navire n'a sauvé aucun migrant. Seules la 1^{re} et la 5^e en ont récupéré, respectivement 287 et 262. Le total est donc de 549. Ce qui est très peu quand on regarde que l'ONG a communiqué durant un an et demi sur ses futures actions et levé près d'un demi-million d'euros de dons.

Mission Lifeline a frôlé la catastrophe à plusieurs reprises lors de ces missions. Notamment en septembre 2017, quand l'ONG Sea Eyes a dû venir en pleine mer les ravitailler en carburant les sauvant de la panne... ou à la même période quand MOAS leur a fait don de son matériel de sauvetage sans lequel il n'aurait jamais pu partir pour leur première mission.

Enfin, le navire de Mission Lifeline n'a pu être acheté en août 2017 que grâce à Sea Watch qui leur a vendu son propre

navire. En effet, jusqu'alors la Mission avait été incapable de trouver un bateau dans ses prix. Il n'est pas exagéré de dire qu'avec Mission Lifeline, les autres ONG ont fait de l'humanitaire.

De faibles moyens financiers

L'ONG ne communique pas globalement sur ses levées de fonds. Le prix de leur navire reste inconnu. Il peut cependant, par recoupement, être estimé à environ 200 000 euros (en juillet 2017, l'ONG parlait de 190 000 euros récoltés et d'un manque de 40 000 euros pour pouvoir acheter et démarrer l'action). Au total, l'ONG a sans doute rassemblé un peu moins de 500 000 euros en deux ans.

Ces sommes sont obtenues par des moyens classiques et très militants : cagnotte en ligne, quête à la sortie des églises ou sur les marchés, « boîtes de dons » disposées dans les commerces qui les acceptent... Souvent les objectifs ne sont pas atteints. Une campagne de levée de fonds pour la réalisation d'un film sur la Mission qui visait 8 000 euros ne parvient qu'à 2 847 euros.

L'ONG communique très maladroitement, mettant en avant une collecte de 46 euros... ou faisant figurer sur son site internet un baromètre des dons à hauteur de 8 000 euros pour un objectif de 48 000 alors que l'action de levée de fonds est lancée depuis plus de deux mois...

Contrairement à la plupart des autres ONG, Mission Lifeline ne dispose pas d'une boutique en ligne pour vendre ses produits (t-shirts, polos, sacs...). Elle passe par avocadestore, un site internet de la mouvance écologiste. Censés être « éthiques », ces produits sont assez chers (29 euros le simple t-shirt).

Malgré ces faiblesses, et de façon paradoxale, l'ONG est la seule à communiquer sur le fait qu'elle compte en son sein un... conseiller fiscal!

Des militants et des soutiens peu nombreux

Mission Lifeline dispose de beaucoup moins de militants que les autres ONG. Aucun chiffre n'est donné mais la centaine n'est sans doute pas atteinte. Sa page Facebook compte moins de 5 000 « followers ». Ses pétitions en ligne sont souvent sous la barre des 500 signataires.

En fait, Mission Lifeline peine à sortir de Dresde et de sa région. C'est de là que provient la plus grande partie de ses soutiens. Des soutiens généralement peu connus: des musiciens avec 3 000 vues sur Youtube, des enseignants de l'école internationale de Dresde, des groupes de théâtre amateur... Parmi les moins anonymes, on peut citer Rummelsnuff, un groupe electro punk musette, dont les vidéos rassemblent des millions de personnes.

Du côté des sponsors, là aussi la récolte est maigre et d'un faible rapport. Aussi, lorsqu'une entreprise soutient le projet, Mission Lifeline communique-t-elle à grand renfort de trompettes. Ainsi, en janvier 2018, l'ONG annonce que Branthchemie, une entreprise de la région de Hambourg a offert... la peinture nécessaire à la rénovation de la coque de son navire.

Une des rares satisfactions de l'organisation est d'avoir noué un partenariat avec l'ONG espagnole PROEM-Aid qui, jusqu'alors, était intervenue principalement en mer Égée. C'est cette association qui a permis de donner une coloration internationale aux équipages des cinq missions de Mission Lifeline (allemands, espagnols, anglais, suisses...).

Une communication soutenue mais aux faibles retombées médiatiques

Tout au long de son activité, l'ONG a publié de manière très régulière sur ses actions et l'avancée du projet. On peut juger contre-productive cette communication dans la mesure où, en creux, elle témoignait des difficultés de l'ONG à concrétiser ses annonces.

Hormis les médias locaux de la région de Dresde, Mission Lifeline n'a pas bénéficié d'une grande couverture. Cependant, divers grands médias comme la BBC l'ont inclus dans des reportages consacrés à l'action des ONG en Méditerranée.

Le slogan de l'organisation « Sauver des vies est notre devoir » est resté longtemps incantatoire. Trop intellectuel – il se place dans le débat de la criminalisation des ONG suspectes d'être complices des passeurs – ce slogan est peu efficace. Durant les missions de l'automne 2017, l'ONG a axé sa communication sur les « nombreuses » vies sauvées, utilisant abondamment la photo d'un enfant africain récupéré lors de la première

mission. Un lecteur superficiel de leurs réseaux sociaux pouvait imaginer que Mission Lifeline présentait un bilan aussi important que Sea Watch ou Jugend Rettet.

En matière de communication, la grande chance de l'ONG a été de se retrouver la cible de l'extrême-droite allemande en 2017 et d'accéder de la sorte à une notoriété nationale.

Pegida et AFD: sauveurs de migrants malgré eux

Début 2017, l'organisation populiste basée à Dresde, Pegida (« Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident ») accuse publiquement Mission Lifeline d'être complice des passeurs. Le procureur de la ville annonce ouvrir une enquête. L'ONG se excuse sans difficulté devant les médias puisqu'à l'époque elle ne dispose pas encore d'un navire et que ses militants n'ont jamais quitté l'Allemagne!

Cette polémique est inespérée pour l'organisation qui en fait un véritable feuilleton. Axel Steier affirme avoir été suivi dans la rue et menacé avec sa femme par des « gros bras » de Pegida. Il porte plainte. L'ONG porte plainte également contre le président de Pegida pour ses fausses accusations. Les différents procès seront gagnés, le plus récent en janvier 2018.

À l'automne 2017, c'est l'AFD qui place Mission Lifeline au centre d'une polémique. Après des déclarations sur l'holocauste d'un des responsables de ce mouvement populiste dans une brasserie de Dresde, la direction de celle-ci décide de reverser les 1 800 euros de recettes à l'ONG et y ajoute 200 euros. Mission Lifeline se voit reprocher d'accepter « l'argent de la honte », ce à quoi le groupe rétorque que grâce à l'AFD des migrants seront sauvés.

Ces attaques de l'extrême-droite ont créé ou renforcé les liaisons entre l'extrême-gauche et l'ONG. Celle-ci participe en mai 2017 à un rassemblement « contre les droites » sous-titrée « bienvenue aux réfugiés, frappons le fascisme ». On peut remarquer également que pour certaines manifestations publiques de Mission Lifeline à Dresde ses militants ont le visage flouté sur les photographies, pratique répandue à l'extrême-gauche. Enfin, Axel Steier a pris position publiquement pour réclamer l'interdiction des réunions publiques de l'AFD.

Maladresse et malchance sont dans un bateau...

L'ONG a été mêlée à de nombreux incidents. Lors de sa première intervention en mer, elle se retrouve dans les eaux territoriales – ce qu'elle niera – provoquant l'intervention musclée des garde-côtes libyens. Malgré la pression verbale, l'équipage refusera de « rendre » les Africains embarqués.

En septembre 2017, la grue du navire est en panne. L'ONG lance un SOS aux donateurs pour trouver 6000 euros. En décembre 2017, le navire est abordé accidentellement par un bateau de pêche libyen dans le port de La Valette provoquant des réparations d'un coût de 10000 euros. En janvier 2018, le navire est mis en maintenance, sa grue à nouveau en panne. Un appel est lancé aux collectionneurs qui disposeraient de pièces de rechange pour ce très vieux modèle...

L'Europe coupable, l'Union européenne complice

Comme ses consœurs, Mission Lifeline développe un discours très hostile à l'action de l'Union européenne et notamment le financement de la formation des garde-côtes libyens. Elle va cependant parfois plus loin. Ainsi, le 11 octobre 2017, elle relaie dans un clip la parole d'un de ses militants qui déclare : « nous ne pouvons pas accepter que des pays européens noient des gens à leurs frontières ou les envoient vers des camps de torture. »

De manière générale, au-delà des institutions et des États, c'est l'Europe espace de civilisation qui est mis en cause. Ses frontières sont des « clôtures » pour protéger sa « richesse » obtenue en exploitant le tiers-monde.

Mission Lifeline : la persévérance paie

Peu de dons, peu de militants, peu de soutiens, peu de relais médiatiques, peu de résultats... et pourtant Mission Lifeline existe toujours après deux ans et demi de péripéties. L'ONG était représentée le 27 février 2018 au Parlement européen aux côtés de cinq autres ONG pour la réunion organisée par le SPD sur l'action des ONG en Méditerranée. Une des explications est sans doute le soutien des autres ONG allemandes inquiètes sans doute que l'échec d'une initiative rejaillisse sur les autres.



SEA WATCH

Une des deux plus anciennes ONG créées dans le cadre de la crise en Méditerranée

Cette organisation basée à Berlin a été créée par Harald Höppner. Ce chef d'entreprise qui approche les 50 ans, est propriétaire de deux magasins de vente de produits « ethniques » et de « style colonial » (sic) sous sa marque Guru-Shop. Né dans l'ancienne RDA, c'est cette appartenance qui l'a, selon ses déclarations à la presse, prédestiné à être sensible à la question des réfugiés. Il compare régulièrement le Mur de Berlin qui séparait l'ouest de l'est à la Méditerranée qui sépare le nord du sud. Cette comparaison est régulièrement reprise par la communication de l'ONG. En mai 2017, dans une interview donné à Deutschlandfunk son porte-parole comparait les garde-côtes libyens aux garde-frontières de RDA...

Rien de surprenant donc à ce que l'idée d'affréter un navire pour sauver des migrants en mer soit venue à Harold Höppner dès octobre 2014, dans le contexte des 25 ans de la chute du mur. Sa première action a été l'installation d'une « roue de la fortune » dans un parc berlinois. Chaque passant qui acceptait de lancer la roue devenait soit allemand, avec la sécurité et la richesse qui va de pair, soit un ressortissant d'un pays du tiers-monde, avec son cortège de misère et de danger. Selon Harald Höppner, ce modeste happening permettait à chaque lanceur de méditer un instant sur la chance ou la malchance d'être né à tel endroit.

Si l'on retient cette date de l'automne 2014, Sea Watch est, avec MOAS lancée quelques mois plus tôt, la plus ancienne ONG créée dans le cadre de la crise des migrants en Méditerranée.

Parmi les nombreuses autres personnalités investies dans Sea Watch, il faut citer Franck Dörner, ancien directeur général de Médecins Sans Frontières Allemagne, et Ruben Neugebauer, journaliste ayant couvert la guerre en Syrie et se définissant comme « allemand de hasard ».

Un des champions du sauvetage en Méditerranée

La position de Sea Watch sur sa propre action a considérablement évolué entre 2015 et 2018. En 2015, dans de nombreuses

déclarations publiques, Sea Watch affirmait ne vouloir prendre à son bord sous aucun prétexte un seul migrant afin de ne pas s'exposer à l'accusation d'être des « passeurs » ou des « trafiquants ». L'organisation est depuis revenue sur cette position et embarque régulièrement des migrants à bord.

Le principal champ de sauvetage de l'ONG est les côtes libyennes. Cependant, une mission de cinq mois fin 2015 en mer Égée lui aurait permis de convoier 5 000 migrants.

Fin 2016, l'organisation affirmait avoir sauvé un total général, toutes zones concernées, de 20 000 personnes. Fin 2017, ce montant passait à 35 000. Si ce montant est exact, il fait de Sea Watch une des ONG ayant transporté le plus de migrants, loin devant Jugend Rettet ou même SOS Méditerranée.

Des levées de fonds considérables

Le trésorier de l'organisation est Holger Mag, un professionnel de la levée de fonds, employé d'une très importante fondation du Brandebourg spécialisée dans l'aide aux handicapés, mais aussi aux migrants, la Hoffnungstaler Stiftung.

Sur l'origine des premiers fonds qui ont permis à l'ONG de démarrer son activité, les sources donnent des informations diverses. Certaines évoquent 60 000 euros de don personnel de Harald Höppner, d'autres 120 000, certaines parlent de 60 000 euros de dons d'amis. Pour sa part, le site internet de l'organisation affirme que la première mission a été assurée aux frais des fondateurs du projet, à savoir quatre familles du Brandebourg dont celle d'Harald Höppner. Les noms de ces trois autres familles ne sont pas donnés. L'achat pour 162 000 euros du premier navire de l'ONG aurait donc été assuré par ce petit groupe.

Cependant, il semble que la première apparition médiatique d'Harald Höppner en avril 2015 dans l'émission télé très regardée de Günther Jauch aurait engendré 450 000 euros de dons. Cette prestation a fortement marqué les esprits du public. Le fondateur de l'ONG intervenant en fin d'émission avait demandé une minute de silence pour les migrants en mer. Une polémique avait suivi, créant un « buzz » dont l'organisation avait profité pour étendre sa notoriété bien au-delà des téléspectateurs de l'émission. Ce sont donc vraisemblablement les dons

intervenues suite à l'émission qui ont vraiment permis l'achat du premier navire. À tout le moins, ils ont permis à Harald Höppner de se rembourser des avances personnelles faites.

Selon la communication de l'ONG, ses dépenses de fonctionnement s'élevaient en 2016 à une moyenne de 55 000 euros par mois, soit 660 000 euros pour une année.

En 2018, Sea Watch prévoit un budget mensuel de 120 000 euros, soit 1,44 million pour l'année, ce qui représente une augmentation de 118 %.

Il est difficile de croire que les 12 000 donateurs revendiqués en mai 2017 (en cumul donc sur environ deux ans) ou les ventes de t-shirts de la boutique en ligne (très professionnelle) suffisent pour faire face à ces dépenses de fonctionnement. Ce sont donc les sponsors qui permettent sans doute d'assumer ces frais, leurs soutiens n'étant pas tous en nature.

Une liste impressionnante de sponsors

Près d'une soixantaine d'entreprises, d'organismes ou d'associations diverses soutiennent officiellement l'ONG. Il serait fastidieux d'en faire ici l'étude complète. On peut les distribuer en trois groupes.

La mouvance d'extrême-gauche

On y trouve, pêle-mêle, groupes de rap anti-police comme Ticktickboom ou de reggae pro-migrants comme Irie révélés, mais aussi le club de football FC St-Pauli connu pour son engagement d'extrême-gauche. Plusieurs sites « antifa » sont également présents sur le site officiel de l'ONG, comme Disorder Rebels. Paradoxe, leurs emblèmes ou logos voisinent avec ceux de grandes entreprises, notamment travaillant dans le secteur bancaire, qui, elles aussi, soutiennent l'ONG...

Les entreprises

Celles-ci forment le gros des sponsors de l'ONG. Très logiquement, de nombreuses appartiennent au monde de la mer. Citons Hambourg Energy Trading qui a fourni gratuitement du carburant ou Jotun qui a fait don, deux années de suite, de la peinture nécessaire au bateau. D'autres ont fourni les cordages ou payé le transport des radeaux de sauvetage.

Une société française, Petzl, a fourni des casques et des lampes, une agence de graphisme, Brezel, a réalisé les visuels de l'ONG, l'agence de voyages Lenthin a offert les billets d'avion pour permettre aux équipes de se rendre à Lampedusa.

Certaines entreprises, dans des secteurs très variés puisqu'on y trouve aussi bien une société de cosmétique qu'un club privé chic de la région de Vienne, ont fait des dons en numéraire sans que leurs montants ne soient communiqués. Parmi elles, citons les plus importantes: Papier Karl, grosse entreprise de cartonnage de Bavière, J. Sollner fabricant de matériel médical ou encore RSU, société spécialisée dans la gestion du risque des crédits bancaires qui compte de nombreuses banques allemandes comme clientes. Sea Watch remercie cette dernière pour son « don exceptionnel ».

En revanche, le montant du don du cabinet international en conseil de gestion Detecon Consulting dont le siège est à Cologne est connu. 20 000 euros ont été versés en décembre 2016, somme qui a permis d'importants travaux sur le navire de Sea Watch et assuré, selon l'ONG, la pérennité de son travail en mer en 2017.

La mission Moonbird dont nous parlons plus loin bénéficie également d'un soutien essentiel de la part de Vartan Aviation Group basé à Hambourg. C'est cette société qui grâce à un don de 30 000 euros permet d'assurer en 2018 la maintenance des avions de reconnaissance de Sea Watch. Elle a recruté également des migrants africains et syriens, les aidant à se loger et à effectuer leurs démarches administratives. Les raisons de cet engagement ne sont pas inintéressantes à connaître car elles se placent dans la continuité du travail de communication des ONG. Chris Vartan, PDG du groupe, déclarait le 29 décembre 2017: « Grâce à notre travail dans l'aviation, de nombreuses personnes peuvent facilement traverser les frontières nationales. Le fait que les migrants n'aient pas ces opportunités et qu'ils doivent au contraire traverser la Méditerranée dans des conditions qui mettent leur vie en danger n'est pas tolérable. »

Les fondations, organismes, églises...

Hors du monde de l'entreprise, de nombreuses structures financent en nature ou par des dons l'ONG. On peut citer Kunstlichtblick, groupe culturel qui a lancé de nombreuses

initiatives de soutien, mais aussi Bundesvereinigung Stressbearbeitung, qui dépend de l'État et a dispensé aux bénévoles de l'ONG des cours sur la gestion de stress en situation d'urgence.

Soutien très important et affiché, l'Église luthérienne de Bavière est en première ligne pour le soutien aux migrants. Elle aurait dépensé dans ce but plus d'un million d'euros dont 100 000 euros pour Sea Watch. À noter que ce soutien financier de l'Église luthérienne contredit la communication de l'ONG qui prétend ne recevoir que des dons privés. Car, si le don de cette Église est d'apparence privé, il n'en reste pas moins que celle-ci, comme tous les cultes, est financée par l'État allemand via la levée d'un impôt spécifique. Sans ce soutien de l'État, il est à peu près certain que Sea Watch n'aurait pas reçu une subvention aussi élevée.

Un prix international loin des valeurs supposées de Sea Watch

Le 3 novembre 2015, Harald Höppner a reçu au nom de Sea Watch à Dubai le Global Citizen Award. Ce prix d'une valeur de 25 000 dollars lui a été décerné par la société Henley and partners, spécialisée dans la localisation des personnes et de leurs biens dans des paradis fiscaux. Implanté dans une trentaine de pays, Henley a son siège dans les îles Jersey. Parmi les membres du comité ayant choisi Sea Watch, on trouvait la présidente de Malte, la sénatrice française membre des Républicains Joëlle Garriaud-Maylam, de hauts responsables du World economic forum ou du UNHCR.

Dans ce contexte, il n'est pas douteux que le Global Citizen Award soit un élément de communication « charity business » d'Henley. Le journal Malta Today écrivait d'ailleurs à ce sujet le 22 mars 2015 : « passports for the global rich, charity for the global poor » et donnait des chiffres. Henley verse à Malte 650 000 euros pour avoir le droit d'éditer 1 800 passeports maltais à des personnes « global citizen » de n'importe quelle autre nation.

En 2015, Henley annonçait aider le HCR à hauteur de 1 million de dollars, cette somme devant servir prioritairement à faciliter l'enregistrement des réfugiés.

Il est étonnant de voir l'ONU, via le HCR, prêter la main à cette communication pour des sommes relativement faibles au regard de leurs budgets. Il est encore plus surprenant de constater que Harald Höppner, très critique contre tout ce que peut représenter une société comme Henley, ait accepté ce prix. Il est à noter que la communication sur cette réception a été très discrète sur les réseaux sociaux de Sea Watch.

Pour conclure sur Henley, bien que parfois citée de façon défavorable par la presse d'opposition maltaise, aucune accusation sérieuse et étayée n'a pu être portée à son encontre. La société a notamment communiqué pour dénier tout rôle même indirect dans le meurtre d'une blogueuse maltaise anti-corruption Daphné Caruana Galizia.

Moins sujet à controverse, Sea Watch a reçu également en octobre 2017 le prix « Politiken 2017 » du nom du principal journal danois pour son action « en faveur des droits de l'Homme. » Le montant du prix était de 14 000 euros.

Des moyens humains et matériels importants

Lancée par « quatre familles », l'initiative a vite pu s'appuyer sur 25 militants dès le début 2015. Elle affirme aujourd'hui disposer d'un « stock » de 500 volontaires que ce soit pour les missions en mer ou le militantisme en Allemagne.

Chaque mission en mer est précédée d'un entraînement de trois semaines. Les membres d'équipage sont soigneusement recrutés selon les compétences exigées par les postes. L'anglais (et non l'allemand) est la langue usuelle à bord des navires Sea Watch. Un « médiateur culturel » extra-européen est systématiquement à bord. C'est lui – ou elle - qui assure le premier contact verbal avec les migrants.

Le premier navire de Sea Watch était un chalutier de 21 mètres presque centenaire. Trop petit pour pouvoir transporter des migrants, il était destiné à la veille en mer et aux premiers secours. Le deuxième, Sea Watch, permettait, lui, le transport. Depuis 2017, un nouveau navire, long de 55 mètres, a pris le relais. Il peut, lui également, prendre à son bord plusieurs centaines de migrants.

Sea Watch a développé – et partagé avec les autres ONG – une application qui permet de coordonner l'action de tous les navires humanitaires.

Plus original est Moonbird, une mission de reconnaissance aérienne en partenariat avec l'Initiative Pilote Humanitaire Suisse (IPH) fondée par le pilote Fabio Zraggen. Depuis 2016, un avion Ikarus C42 (Cirrus SR22 à partir de 2017) permet de couvrir rapidement une vaste zone et de détecter ainsi plus tôt les embarcations en détresse. En 2017, Moonbird aurait ainsi identifié 119 « navires » et permis de sauver 1 400 personnes pour lesquelles, sans son activité, il aurait été trop tard. Après une absence hivernale de plusieurs mois, Moonbird a repris le 1^{er} mars 2018.

Une communication choc malgré des débuts difficiles

Sea Watch attache comme toutes les ONG une attention particulière à sa communication. Elle organise même des stages en « relations publiques » pour ses militants. L'organisation sait que l'ampleur des dons et donc sa pérennité dépend uniquement de sa communication. Celle-ci s'est peu à peu, après quelques déboires, professionnalisée.

Parmi les échecs et les points faibles de cette communication, on peut relever une recension de la première mission « sur-jouée » (la moindre escale à Brest ou La Corogne étant présentée comme un évènement exceptionnel) et, surtout, l'affaire Michael Hoelzen. Ce journaliste embarqué le 15 juin 2015 à Lampedusa devait publier chaque jour un journal de bord repris par deux médias allemands. Dès le 19 juin, Sea Watch mettait fin à cette couverture, Michael Hoelzen ayant refusé de laisser l'ONG relire et corriger ses articles avant publication, cette dernière accusant le journaliste d'avoir publié de fausses informations – critiques – dans son premier article.

À l'été 2016, un membre polonais de Sea Watch a quitté l'organisation affirmant dans la presse que les gens de la mission « prenaient, en fait, des vacances à Lampedusa » et ne sauvaient personne. L'affaire relayée par la presse s'est éteinte au bout de quelques jours.

Sea Watch a marqué un grand coup médiatique en mai 2016 en publiant la photo du cadavre d'un enfant mort noyé. Comme pour la plupart des ONG, la mort joue un grand rôle dans sa communication. Ainsi, et par exemple, un concert de levée de fonds en juin 2015 est intitulé « un bateau contre la

mort ». Il y a ainsi au gré des publications un va-et-vient permanent entre des images de vie, de rescapés, et des images de danger, de menaces ou de mort. Le but étant de déclencher le don du lecteur.

Outre son site internet, les réseaux sociaux classiques, Sea Watch a publié deux livres. L'un dès avril 2016 portait sur son action, l'autre était un livre de recettes de cuisine des migrants...

Le 11 mai 2017, Sea Watch a été impliqué dans un incident avec des garde-côtes libyens, ces derniers mettant en danger par leurs manœuvres l'équipage et les migrants en train d'être secourus, peut-être même faisant usage de leurs armes sur eux. Aussitôt, l'ONG a annoncé déposer plainte devant la cour internationale de justice contre la Libye et réclamé une enquête internationale afin « d'éclaircir le rôle de l'Europe » dans l'armement et la formation des garde-côtes libyens. Un incident du même type intervenu le 6 novembre de la même année, sans doute hors des eaux territoriales de Libye, a causé la mort de cinq migrants. Selon le gouvernement fédéral allemand, saisi par des députés de gauche, huit des treize membres de l'équipage libyen auraient reçu une formation dans le cadre d'un programme de l'Union européenne.

Une action également dans le champ politique

Contrairement à certaines ONG, Sea Watch développe sa communication également sur le terrain politique. Ainsi, le 26 février 2018, une délégation de l'ONG a remis une pétition signée par 14 000 personnes – chiffre assez faible – à Michael Roth, ministre allemand des Affaires étrangères, en présence d'Eva-Maria Schreiber, député de Die Linke (gauche radicale alliée au niveau européen au PC français). La pétition demandait « de mettre fin aux violences contre les réfugiés perpétrées par les garde-côtes libyens et financées par l'Union européenne ». Le ministre a gardé dans son bureau la délégation durant une demi-heure, posant avec elle la pétition dans les mains.

Ces liens cordiaux avec le pouvoir en place, et sans aucun doute davantage avec la gauche allemande, vont logiquement de pair avec un engagement contre l'AFD, le mouvement populiste allemand. En octobre 2015, Harald Höppner a critiqué

publiquement l'animateur télévisuel, Günther Jauch, le même qui lui avait permis d'accéder à la notoriété, pour avoir invité un représentant de l'AFD dans son émission. En février 2018, Sea Watch a apporté son soutien à un blogueur anti-AFD condamné par la justice suite à une action de ce parti.

Mais Sea Watch ne limite pas ses attaques publiques à l'AFD. Elle n'hésite pas à s'en prendre également à la CDU. Le 1^{er} février 2018, elle a fustigé son refus du regroupement familial des migrants: « La CDU prétend que pour elle « la première et la plus importante de la communauté est la famille ». Malgré tout, la CDU a décidé aujourd'hui au parlement de limiter le regroupement familial pour les migrants. Vous comprenez? Nous, non. »

Une mise en accusation de l'Europe dans un but de lobbying

La mise en cause systématique de l'Europe en tant que bloc civilisationnel ou de l'Union européenne est une stratégie de Sea Watch clairement affirmée dans le but d'obtenir une évolution de la politique européenne sur la question des migrations: « nos actions visent à exercer une pression sur tous les acteurs de l'Union européenne ».

Sea Watch développe sur son site internet une notion très étendue du « demandeur d'asile: « nous sommes attachés au droit fondamental de la liberté de mouvement. Nous refusons de classer les réfugiés et les migrants sur la base d'un catalogue de motifs d'asile beaucoup trop restreint, d'autant plus que, dans de nombreux cas, il n'est pas certain que ces réfugiés seront effectivement reconnus comme tels (...) Nous luttons pour la mise en place immédiate de voies d'accès légales » à l'Europe.

L'ONG condamne « l'isolement de l'Europe » et même l'accuse d'être directement responsable des morts: « plus de 5 000 réfugiés et migrants se sont noyés en Méditerranée ou sont toujours portés disparus selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Ces personnes ne sont pas victimes d'une catastrophe naturelle, elles meurent à cause d'une décision politique de les laisser se noyer en mer. »

Cette mise en cause de l'Europe touche parfois au ridicule. Ainsi, dans le dossier des migrants en mer Égée, Sea Watch

a publié une vidéo dans laquelle elle affirme que « la plupart des migrants souffrent de troubles psychologiques » à cause de l'Europe qui tarde à statuer sur leurs demandes d'asile!



JUGEND RETTET

JUGEND RETTET

Jugend Rettet: « la jeunesse qui sauve »

Jugend Rettet est une organisation allemande, basée à Berlin, lancée en mai 2015 et déposée administrativement en octobre de la même année. Ses deux fondateurs sont Jakob Schoen, un bachelier qui se destine à des études de sciences politiques, et sa compagne, Lena Waldhoff, étudiante en sciences de l'éducation et en philosophie. Âgés respectivement à l'époque de 19 et 24 ans, ils sont déjà sensibilisés à l'accueil des réfugiés. Lena a travaillé comme bénévole dans un foyer d'accueil à Berlin.

Un de ses principaux porte-paroles dans les médias est Titus Molkenbur, 26 ans en 2017. Diplômé de philosophie, il a été stagiaire au Parlement européen et à l'ONU.

L'association se présente elle-même ainsi : « Jugend Rettet est un réseau de jeunes Européens. Ensemble, nous avons acheté et équipé un navire. Avec celui-ci nous faisons ce que les gouvernements ne font pas : sauver des gens en mer. »

Son navire est le Iuventa, ainsi symboliquement baptisé en hommage à « la déesse romaine de la jeunesse ». Il s'agit d'un chalutier de 33 mètres et 184 tonneaux achetés aux Pays-Bas à l'été 2015 pour un coût annoncé de 150 000 euros (voir plus bas Financement) et équipé pour le sauvetage par la suite. Son équipage, sauveteurs et marins, oscille entre 11 et 13 membres. Le navire peut théoriquement accueillir 100 personnes.

L'ONG revendique une cinquantaine de responsables de groupes, appelés « ambassadeurs », en Allemagne et affirme disposer d'un volant de 170 volontaires pour les missions en mer.

Un bilan comptable de plus faible ampleur que la plupart des autres ONG

Jugend Rettet a commencé ses activités en mer le 24 juillet 2016. L'organisation prétend généralement avoir sauvé en 2016 et 2017 « plus de 14 000 vies ». Mais dans un document en ligne, elle annonce 6 526 vies sauvées en 2016 et « environ 10 000 » en 2017, ce qui ferait un total de plus 16 000. On relèvera le contraste entre le bilan 2016 fait à l'unité près et celui de 2017 beaucoup plus vague.

Ce résultat a été obtenu avec 7 missions en 2016 et 8 en 2017. Chaque mission dure 2 semaines. Jugend Rettet a donc navigué 30 semaines sur 104 possibles. Par conséquent, l'ONG a été absente environ les trois quarts du temps de la zone de sauvetage.

Financement: la fable des dons privés

Selon sa communication, l'achat du navire a coûté 150 000 euros (certains articles de presse parlent de 135 000), sa conversion en navire de sauvetage et les frais de fonctionnement pour un mois ont coûté 80 000 euros.

Jugend Rettet insiste sur le caractère indépendant de son initiative qui repose uniquement sur des dons privés. Elle entretient la confusion entre « privé » et « particulier » comme nous allons le voir afin de permettre une communication autour d'une « initiative citoyenne ».

Au 21 février 2016, alors qu'elle n'avait pas encore acheté de navire, l'ONG publiait un premier bilan de ses levées de fonds. Les recettes s'élevaient à 21 650 euros, les dépenses à 3 648 euros. 18 000 étaient donc disponibles.

Il convient de relever que sur son site internet l'ONG affirmait disposer de 24 000 euros...

Moins de trois mois plus tard, Jugend Rettet achète son navire pour une somme 7 à 8 fois supérieure et dispose de 80 000 euros pour ses premiers frais de fonctionnement.

Comment est-ce possible?

Tout simplement grâce à l'aide d'une fondation et d'un mécène. La fondation est Kreuzberger Kinderstiftung, une organisation d'aide aux enfants défavorisés, basés dans le quartier turc et « alternatif » de Berlin. Le mécène est le créateur et le financier de la fondation, Peter Ackermann. Celui-ci âgé aujourd'hui de 79 ans est un ancien avocat et homme d'affaires, investi depuis longtemps dans le développement en Afrique et la défense des droits de l'homme.

C'est donc Peter Ackermann qui a accordé un prêt pour l'achat du navire rendant celui-ci possible. Les conditions de ce prêt ne sont pas connues. Certains articles de presse parlent d'un don mais cette information semble inexacte. Elle est, en tous les cas, contredite par la communication officielle de la

fondation. Outre le versement de ces 150 000 euros, celle-ci a versé 4 000 euros de subvention à Jugend Rettet.

Sans ce soutien, Jugend Rettet aurait été incapable de disposer d'un navire en 2016 ce qui aurait, peut-être, signé la fin du projet. En conséquence, les déclarations de l'ONG sur son financement relèvent de la pure communication. Ainsi, et par exemple, affirmer comme elle le fait qu'aucun sponsor ou particulier ne représente plus de 10 % de son budget n'est exact que si l'on parle de dons et que l'on oublie le prêt décisif de 150 000 euros.

Les levées de fonds auprès des particuliers contredisent également la communication sur Jugend Rettet « initiative de la jeunesse par la jeunesse ». Ainsi, la collecte de la semaine du 9 novembre 2015 indique un don moyen de 382 euros (pour un total de 6 500 euros provenant de 17 donateurs), ce qui est extrêmement élevé pour une levée de fonds. Nous nous trouvons clairement devant des donateurs aisés et donc d'un certain âge.

À tout cela, il convient d'ajouter les aides en nature, et notamment en communication, qui seules ont permis la réalisation du projet. Ainsi, la levée de fonds de mars-avril 2015 de 80 000 euros a été possible grâce à un passage promotionnel sur la ZDF (2^e chaîne publique de télévision allemande). Mais ce n'est là qu'un exemple des très nombreuses aides apportées par des entreprises ou des personnalités comme nous allons le voir.

Des soutiens « people » qui touchent tout le public allemand

De nombreux acteurs et animateurs de télévision ont apporté rapidement et régulièrement leur soutien. Parmi eux, citons :

- Jan Böhmermann, animateur de télévision, humoriste et comédien, célèbre en Allemagne notamment pour ses sketches controversés, et Feine Sahne Fischfilet, groupe punk. L'animateur et le groupe ont mis aux enchères à grand renfort de publicité des prix artistiques qu'ils venaient de recevoir et versé ainsi 5 000 euros.
- Mirko Drotschmann, animateur d'émission pour enfants sur la ZDF, « youtubeur » engagé contre le racisme lors d'une

campagne de communication en 2015, a apporté sa notoriété auprès de la jeunesse.

- Jan Josef Liefers, comédien et chanteur, a participé au clip vidéo de l'ONG.

- Armin Rohde, comédien connu en Allemagne, et Maria Furtwangler, célèbre pour son rôle dans la série policière Tatort, ont également manifesté leur soutien public.

Cette liste n'est pas exhaustive. Mais Jugend Rettet a disposé d'autres types de soutiens sans lesquels, là encore, leur projet n'aurait pu se réaliser ou, à tout le moins, ne l'aurait pas été aussi rapidement.

Des soutiens activistes de la première heure

Harald Zindler est un des co-fondateurs de Greenpeace en Allemagne. Il est très connu pour son action en 1980 contre le déversement par les plates-formes pétrolières de la mer du Nord d'acide sulfurique et des métaux lourds. On le retrouve dès novembre 2015 aux côtés de l'ONG pour l'assister dans la sélection d'un navire. Il n'est pas le seul activiste de Greenpeace à apporter son expertise puisqu'il amène Albert Kuiken, un ancien commandant de bateau. Le magazine de Greenpeace consacrera d'ailleurs un long article publicitaire à cette visite.

Cependant, pour des raisons inconnues, Zindler cessera d'apporter son aide à Jugend Rettet. L'explication donnée est floue et évoque un « désaccord » quant à l'orientation du projet.

À ces activistes, il faut ajouter un soutien et des liens politiques situés à gauche voire à gauche de la gauche.

Des liens et soutiens politiques qui contredisent la thèse d'une ONG neutre

Jugend Rettet refuse officiellement tout soutien politique. Cependant, les polos de l'organisation dont les bénéficiaires servent à financer les actions sont en vente sur un site d'extrême-gauche « antifasciste », www.diraction.org. Le site Jugend Rettet met en ligne un lien vers cette plate-forme de vente. Sur la même ligne politique, on retrouve le groupe punk Feine Sahne Fischfilet qui a mis en ligne des vidéos de soutien, certains de ses membres portant des polos « antifa » et autres

messages véhiculant une idéologie extrémiste. Le club de football « antifasciste » de Sankt Pauli, connu pour regrouper des supporters d'extrême-gauche violents, a également apporté son soutien à Jugend Rettet.

On remarque également, parmi la liste officielle des sponsors (et désignés ainsi), l'organisation Netzwerk Politische Bildung, un réseau fondé en 2000, pour « promouvoir les valeurs de la sociale-démocratie » dans le milieu scolaire.

Enfin, dans sa communication officielle, Jugend Rettet se félicite du soutien du mouvement de jeunesse des Verts (Grüne Jugend), de la gauche (Linksjugend) et des sociaux-démocrates (Jusos in der SPD) et de leur engagement en faveur des migrants et contre la politique européenne.

Au vu des éléments précédents, il n'est donc pas surprenant que l'ONG ait communiqué en décembre 2017 lors des élections générales allemandes sur le fait que ses militants participaient à des rassemblements anti-AFD, mouvement populiste de droite hostile à l'immigration.

Pour autant, activistes ou militants n'ont pris qu'une part minime dans le développement de Jugend Rettet. Si Peter Ackermann a permis sa réussite, certains sponsors ont complété très largement par leurs dons en nature l'achèvement du projet.

De nombreux et influents sponsors

Jugend Rettet met systématiquement en avant sa totale indépendance financière grâce à ses seuls « dons privés ». Or, elle dispose aussi et surtout du soutien de très nombreuses entreprises et organisations professionnelles. L'ONG consacre d'ailleurs une page de son site à encourager les « sponsors », qu'elle distingue explicitement des donateurs, à mettre en place un virement financier mensuel. Ces sponsors sont officiellement au nombre d'une quinzaine. Citons :

- Santinis Production. Cette agence de spectacles aide à « recueillir des fonds » depuis l'automne 2015.
- Printproduction, société de conception et de fabrication d'emballages.
- Falkun Films, une société de production basée à Malte et qui a notamment réalisé un documentaire controversé sur la gestion politique de l'île depuis 1948.

- Jugendpress Deutschland, organisation de jeunes journalistes.
- Garmin, entreprise américaine spécialisée dans la vente d'équipements GPS, organisateur d'événements en Europe.
- Peter Schmidt Group, principale entreprise de design en Allemagne qui a, par exemple, pour client la Deutsche Bahn.
- Diverses entreprises du secteur maritime: SeaServ, Kloskagroup, Raymarine ont également sponsorisé. Cela a permis notamment de payer la peinture du navire ainsi que 10 radeaux de sauvetage d'une valeur de 35 000 euros.
- En septembre 2016, l'entreprise « sociale » Humanity Tee annonce verser 60 % de ses bénéfices sur ses ventes directes de t-shirt à Jugend Rettet (selon d'autres communications, il s'agit parfois de 50 % parfois de 80 %).
- Un colloque financé par la GLS Bank invite Jakob Schoen à venir faire la promotion de Jugend Rettet à l'université de Bochum.
- Le studio Flox, entreprise de création de jeux vidéo et d'animation, soutient en réalisant gratuitement un clip vidéo.
- La formation maritime des équipes a été assurée par l'ONG Seewatch à bord de son navire Thor Heyerdahl.
- Un festival artistique a reversé 50 % de ses entrées.

À cette liste, on peut ajouter des associations caritatives :

- Actionmedor, cette puissante œuvre sociale allemande a fourni les médicaments et divers matériels sanitaires.
- Rainbow4africa, une ONG italienne basée à Turin, a fourni l'équipe médicale embarquée.
- Une fédération d'un sport proche de l'aviron a fourni les gilets de sauvetage.
- Des groupes Rotary ont invité l'ONG à leurs soirées permettant ainsi des levées de fonds auprès de leurs membres.

Très rapidement, Jugend Rettet est homologuée par Initiative Transparente Zivilgesellschaft (ITZ) dont les exigences de publication (statuts etc.) permettent – en théorie - d'assurer au public la crédibilité, la sincérité d'un projet caritatif, et donc de lui apporter aussi une notoriété. À noter au passage que le

conseil d'administration de la branche française d'ITZ compte en son sein, parmi d'autres profils similaires, Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, ancien commissaire européen. La branche internationale est financée par l'Open Society de Georges Soros. Quant à la branche allemande, elle a tout simplement été fondée par un ancien directeur de secteur de la banque mondiale, Michael Wiehen.

Autant de dons en nature dont la valeur dépasse vraisemblablement le montant des dons en numéraire des particuliers.

Une communication efficace et polémique

La communication de Jugend Rettet est particulièrement efficace. L'extrême jeunesse et l'inexpérience de ses membres sont transformées en atout. Aider ceux qui aident est un argument en permanence sous-jacent dans la communication de l'ONG presque aussi important que l'aide aux migrants.

Jugend Rettet baptise chacune de ses missions d'un nom symbolique. Si les sept de l'année 2016 renvoyaient à une vision idéologique et politiquement correcte (1^{re}: « Solidarité », 2^e « Égalité », 4^e « Humanité », 7^e: « Diversité »...), les huit missions de 2017 portent, elles, pour la plupart les noms de responsables de l'Union européenne mis ainsi au pilori médiatique par l'organisation. À chaque fois, celle-ci communique en écrivant – et en publiant – à la personnalité. Ainsi, Donald Tusk, président du Conseil européen, se voit reprocher de légitimer « la droite et son discours anti-réfugiés ». Dimitris Avramopoulos, commissaire européen aux affaires intérieures, se voit pour sa part accuser que l'Europe ne mette pas en place des « itinéraires d'entrée (en Europe) légaux et sûrs ».

La mission Hirsi Jamaa, du nom d'un Somalien ayant fait condamner l'Italie par la Cour européenne des droits de l'homme, suite à son renvoi en Libye en 2009 par des garde-côtes italiens, est l'occasion pour Jugend Rettet de mettre en accusation l'Union européenne qui « accepte sciemment les violations des droits de l'homme commises par les garde-côtes libyens » et qui refusent « d'assumer ses responsabilités dans les morts de migrants » en Méditerranée.

Une campagne de communication efficace et dynamique a été également mise en œuvre en septembre 2017 alors que le

Iuventa, le navire de l'organisation, était retenu par les autorités italiennes. En Allemagne comme dans de nombreuses villes d'Italie, de Malte ou de Grèce, des groupes de militants se sont photographiés devant des statues préalablement équipées de gilets de sauvetage. « Sauver des vies n'est pas un crime, libérez le Iuventa » était le slogan d'une campagne qui, jouant sur l'indignation, a permis à Jugend Rettet de transformer de nombreux sympathisants en militants.

Une mise en accusation systématique de l'Union européenne

Dès sa création, Jugend Rettet s'illustre par une communication agressive envers l'Union européenne. Dès 2015, son affiche « L'Europe tue » (en refusant d'ouvrir ses frontières) se retrouve dans toutes les actions de l'organisation.

On retrouve cette obsession dans toutes les communications ou déclarations faites à la presse. Ainsi, le 22 mars 2017, au Huffington Post Allemagne, Lena Waldhoff déclarait : « L'attitude de l'UE est bien pire pour moi que les scènes dramatiques que j'ai vécues en mer. » Même tonalité chez le porte-parole Titus Molkenbur, le 11 octobre 2017 dans une interview à *sonders-minds.com* : « Nous devons comprendre que la migration est directement liée à notre mode de vie et à notre exclusion des pauvres du sud. » Le site internet de l'organisation affirme depuis trois ans : « Nous n'arrêterons pas de critiquer la logique mortelle de la politique migratoire européenne. » Plus excessifs dans la forme mais pas dans le fond, les militants de Bonn organiseront le 3 novembre 2017 une action sur le thème « Oui, à la liberté de mouvement, non à la déportation. »

Jugend Rettet au centre de nombreuses polémiques

En juillet 2017, l'organisation est accusée par le ministre de l'Intérieur de l'Allemagne, Thomas de Maizière (CDU), de masquer volontairement sa position afin d'échapper ainsi au contrôle des garde-côtes. Jugend Rette réfute totalement cette allégation.

Le 2 août 2017, Iuventa, le navire de l'organisation, est saisi par l'Italie à Lampedusa dans le cadre d'une enquête ouverte

en octobre 2016 par le parquet de Trapani sur la foi de deux témoignages de policiers dont l'un est embarqué sous « couverture » à bord du navire de l'ONG Save the children. Le Iuventa est sur écoute depuis le mois de mai. Les policiers accusent l'organisation d'entrer en contact avec les passeurs et d'avoir au moins par une fois ramené une de leurs barques en bois afin que ceux-ci puissent à nouveau l'utiliser. Accusation démentie par l'ONG qui précise que le jour du supposé acte complice, le Iuventa était sur place à la demande des garde-côtes italiens et que la barque n'a été tractée que sur une faible distance afin de l'éloigner du Iuventa. Selon l'ONG, cette affaire est une mesure de rétorsion suite à son refus de signer le « code de bonne conduite » que l'État italien souhaitait alors imposer aux ONG (avec notamment l'obligation d'embarquer des policiers à bord des navires).

Le 19 septembre 2017 a lieu la première audience à Trapani. L'organisation demande à récupérer son navire et des excuses publiques de l'État italien. Le 22 septembre, le tribunal décide de ne pas rendre le navire bien que ni Jugend Rettet ni un de ses membres ne soient poursuivis. L'ONG fait aussitôt appel devant la cour de Rome. Début mars 2018, aucune décision n'a encore été rendue. Durant les six mois de privation de navire, Jugend Rettet s'est peu à peu muée en organisation de défense des migrants sur le sol allemand.



SEA EYE

L'ONG des premiers secours

Sea Eye a été créée à l'automne 2015 par Michael Buschheuer, un entrepreneur de Ratisbonne, passionné de voile. Les activités de sauvetage ont commencé en avril 2016 et ont duré, cette année-là, cinq mois. L'ONG se prépare à de nouvelles missions au printemps 2018. Ses dirigeants proviennent des classes aisées de la société : conseiller financier, chirurgien, communiquant...

La particularité de Sea Eye est de patrouiller en mer non pour recueillir à son bord des réfugiés mais pour distribuer des vivres, des gilets de sauvetage voire des radeaux à des naufragés dérivant à bord d'embarcations précaires. Il est arrivé cependant assez souvent que, devant des situations d'extrême danger, l'ONG accueille à bord de ses navires des migrants.

Un bilan globalement satisfaisant en termes de sauvetage

Fin 2016, après une année d'existence, l'ONG annonçait « près de » 4000 personnes « sauvées ». Fin mars 2018, elle se faisait plus précise évoquant le nombre de 13 248. Étant donné les moyens déployés et l'objectif initial, il s'agit d'un nombre important en comparaison du bilan d'autres ONG.

Cependant, qu'entend Sea Eye par « sauvetage » ? Compte-t-elle seulement les personnes prises à son bord ou toutes celles « secourues » avec des vivres et des gilets ? Il n'y a pas sur ce point de certitude.

Une organisation militante

Sea Eye revendique, selon les textes, de 400 à 700 militants en Europe, principalement en Allemagne. Il lui arrive cependant de communiquer sur un vivier de 1 100 volontaires pour des missions en mer. 300 d'entre eux auraient été retenus pour les missions de 2018. Ces chiffres sont-ils gonflés dans un souci de communication ? Un fait est certain : le 6 mars 2018, quelques jours avant le départ de la première mission de l'année, l'ONG publiait un appel en urgence. Il lui manquait un médecin de bord sans lequel la mission serait annulée.

De faibles moyens matériels

L'ONG a commencé son action en 2016 avec le Sea Eye, un ancien bateau de pêche d'une longueur de 26 mètres, acheté - pour un montant non communiqué - par Michael Buschheuer. Ce navire qui peut embarquer une petite dizaine de personnes a été restauré et adapté au sauvetage en mer.

Début 2017, l'ONG a acheté le Seefuchs, navire à peu près identique au Sea Eye, qui a commencé ses opérations en mai. Cet achat n'a été possible que grâce à l'aide de Gorden Isler, un courtier en immobilier de Hambourg.

À ces deux navires, il faut ajouter un Ribtec de 11 mètres, le Speedy, saisi par la Libye après que l'embarcation a pénétré dans ses eaux, ce qu'ont réfuté totalement les membres de l'équipage après leur libération.

La place manquant à bord des navires de l'ONG, il n'est embarqué généralement que du matériel pour une ou deux missions.

Une organisation très engagée politiquement

Si la plupart des ONG opérant en Méditerranée reçoivent le soutien ponctuel de partis ou de groupuscules de gauche ou d'extrême-gauche, aucune n'est aussi engagée politiquement que Sea Eye. Il serait fastidieux de dresser une liste de ces soutiens depuis la création de l'ONG. Citons les plus récents :

Pour le seul mois de mars 2018, Sea Eye a organisé une cérémonie de réception d'un chèque de soutien des élus de gauche Die Linke du Brandebourg. Un chèque au montant assez faible, 500 euros. Elle a participé dans la même région à une réunion d'information publique avec des membres du SPD. Michael Buschheuer est intervenu au congrès fédéral des Verts de Hambourg, recevant à cette occasion une *standing ovation*. Sea Eye entretient d'ailleurs des contacts étroits avec la Fondation Petra Kelly, du nom d'une figure importante des Verts décédée en 1992.

Plus tôt dans l'année, l'ONG était présente à Potsdam en compagnie des militants de la section locale de Die Linke. Elle a fait la promotion de la responsable des JUSOS (jeunes socialistes) de Berlin, qui appartient à l'aile gauche du SPD.

Sea Eye ne craint pas non plus de s'associer à des groupes d'extrême-gauche comme, par exemple, dans le cadre de l'initiative « Laut gegen nazis » (Forts contre les nazis – comprendre la droite populiste de l'AFD) menée en mars 2018 par la fondation internationale Wochen Gegen Rassismus.

À côté de cet ensemble de gauche, on peut cependant relever le soutien d'un maire CSU de Bavière qui a remis une décoration municipale à deux bénévoles de Sea Eye. Une initiative assez isolée, due sans doute à l'appartenance à sa commune des deux militants.

Pour conclure sur cette question de l'engagement, il convient de citer Sea Eye qui, avec le plus grand sérieux affirme sur son site internet « qu'elle ne fait pas de politique. »

Un budget très faible

Sea Eye est une des ONG intervenant en Méditerranée disposant des moyens financiers les plus faibles. Le budget de fonctionnement 2016 était de 250 000 euros. En 2018, l'organisation annonce 500 000 euros (son fondateur annonce 600 000 à la même époque dans la presse). En conséquence, Sea Eye ne dispose d'aucun salarié, notamment de professionnel de la levée de fonds.

Après un début encourageant, les dons de particuliers ont baissé dès 2017. Selon Michael Buschheuer, il y a à ce phénomène deux raisons. D'abord, le nombre important de migrants accueillis par l'Allemagne. Des donateurs qui souhaitent aider à sauver des vies ont commencé à s'inquiéter du nombre grandissant d'arrivées. Ensuite, les polémiques à propos des supposées complicités des ONG avec les passeurs libyens. Michael Buschheuer avoue dans une interview : « les gens ne nous font plus confiance ».

Les initiatives de soutien d'entreprises ou de personnalités non politiques sont peu nombreuses. L'une d'entre elle est originale, quoique d'un faible rapport, un restaurant de Sylt facture 9 euros la bouteille d'eau à ses clients et reverse le tiers à Sea Eye.

Une communication militante entre réussite et amateurisme

Sea Eye sait organiser des opérations médiatiques de grande envergure. Ainsi en mars 2018, à Ratisbonne, une centaine de militants équipés de pochoirs ont peint sur le sol, tout au long d'un parcours de 22 km, 13 000 silhouettes blanches symbolisant les morts en Méditerranée. La couverture de la presse allemande a été importante.

Cette symbolique de la mort est constante à Sea Eye. On la retrouve avec l'installation de croix dans des parcs publics par des militants. De son côté, Michael Buschheuer a installé sur son téléphone une alarme qui se déclenche toutes les cinquante minutes. Elle sonne donc toujours durant les interviews ce qui permet au fondateur de Sea Eye d'affirmer que cela lui permet de penser en permanence aux morts de Méditerranée. En effet, selon son estimation, c'est à ce rythme qu'un migrant meurt à la frontière de l'Europe. Une estimation toute personnelle qui ne correspond même pas aux propres chiffres de Sea Eye. En effet, l'ONG parle de 3 100 noyés en 2017, soit selon un macabre décompte non pas un mort toutes les 50 minutes mais un toutes les 2 heures et 50 minutes...

Cette communication agressive et souvent efficace tranche avec le site internet de l'organisation, vieillot, confus et pas mis à jour dans toutes ses rubriques, comme avec certaines campagnes de *marchandising* (polos, T-shirts...) éternellement recyclées (« Habille-toi comme un héros », mêmes slogans et photos à Noël comme pour la Saint-Valentin). Les slogans sont également assez simples : « Sea Eye, pêcheur d'hommes », « Aucun homme ne quitte sa maison volontairement ». Au total, on ne peut que relever un vrai manque de professionnalisme que quelques opérations activistes réussies ne peuvent parvenir à masquer.

L'Europe dans le viseur

Sea Eye met régulièrement l'Europe, mais aussi l'Allemagne, au centre de sa communication. Soit pour déplorer l'absence de soutien de la part de l'Union européenne ou du gouvernement fédéral, soit de façon plus agressive pour s'en prendre à leurs politiques. Ainsi, la diffusion d'une vidéo sur l'esclavage

en Libye finit par devenir une mise en accusation de l'UE qui « finance ce pays ». Régulièrement, les dirigeants de Sea Eye évoquent « l'Europe qui pourrit de l'intérieur » ou qui fait faire « le sale boulot par les Libyens »...

Cette mise en cause a été à son maximum en 2017 quand les deux navires de l'ONG affichaient d'immenses banderoles « honte à l'Europe! ».

Un changement de direction pour 2018

Fin mars 2018, Michael Buschheuer s'est retiré de l'organisation, laissant sa place à Tylmann Mischkowsky, un chirurgien renommé, Gorden Isler, cité plus haut, et le directeur d'une clinique privée de Souabe, Jan Ribbeck. La raison de ce retrait est officiellement que le fondateur de l'ONG souhaite se consacrer davantage à son entreprise et à sa famille. On peut relever cependant dans ses propos une vraie lassitude face aux grandes difficultés financières rencontrées par l'organisation ainsi que par le peu de soutien reçu.



MIGRANT OFFSHORE AID STATION (MOAS)

Une ONG créée par un Italo-américain au profil très spécial

Migrant Offshore Aid Station (MOAS) est une organisation privée enregistrée à Malte et créée par un millionnaire américain et son épouse, Christopher et Régina Catrambone. Avec une première mission en août 2014, elle est la plus ancienne ONG créée dans le cadre de la crise des migrants en Méditerranée. Ses fondateurs manquent rarement une occasion d'affirmer qu'ils ont « inspiré » tous ceux venus après eux.

Âgé de 37 ans, originaire de Louisiane, Catrambone est un homme qui aime à parler longuement de lui, à se donner une image d'aventurier, mais un aventurier à dimension intellectuelle. Ainsi, il déclare volontiers qu'il « a travaillé dans les endroits les plus dangereux du monde » comme l'Irak et qu'il lui est arrivé de risquer sa vie pour le seul geste gratuit d'aller observer au haut d'une montagne afghane la voie lactée.

Il est difficile de distinguer ce qui relève de la communication d'une « success story » de ce qui est réellement exact dans le parcours de Christopher Catrambone. Comment passe-t-on de l'ouverture à 24 ans d'un restaurant aux Antilles (2005) à la création en Italie l'année suivante d'une société, Tangiers, aujourd'hui présente dans près de deux cents pays ? Une société « spécialisée dans l'assurance d'urgence (enlèvements, rançons...), la gestion des crises sur le terrain et les services de renseignements ». Une société qui, instantanément, a pris son essor grâce à un accord commercial avec le géant mondial de l'assurance American International Group (AIG), sauvé peu après de la crise des « subprimes » par l'État fédéral. AIG a mandaté Tangiers pour enquêter sur les assurés ayant fait une déclaration d'accident ou de blessure (souvent des contractuels de l'État fédéral américain, en Irak ou dans la région) et vérifier l'exactitude de leurs déclarations. Ce type d'enquête a provoqué plusieurs polémiques aux États-Unis, son personnel étant suspecté d'utiliser frauduleusement des cartes d'agents fédéraux.

Dès 2008, le siège de Tangiers a été transféré à Malte. En 2014, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 14,6 millions d'euros ce qui aurait permis le transfert de dividendes vers les États-Unis à hauteur de cinq millions d'euros.

En 2012, Christopher Catrambone a créé le site Obs Advisory qui vend des notes d'analyses sur les aspects dangereux de tel ou tel pays. Des notes du même type que celles produites par les agences de renseignements des États.

En 2015, Tangiers a acquis Osprey Insurance Brokers Ltd., le plus important spécialiste de l'assurance dans l'aviation et la gestion des risques de Malte.

L'épouse de Catrambone, née Egle Liotta, une Calabraise rencontrée en 2006, la même année que la fondation de Tangiers, joue un rôle important dans la direction et la communication des activités du couple. On la retrouve, par exemple, à la tête de la société ReSyH qui chapeaute financièrement l'ONG. Nous y reviendrons.

Fondation de MOAS: une belle histoire de communication

L'histoire officielle de MOAS veut que le couple Catrambone se soit lancé dans cette aventure suite aux noyades de migrants près de Lampedusa en 2013 et à l'appel du pape François qui suivit, critiquant « l'indifférence générale ». Une variante de l'histoire dit que lors d'une croisière sur leur yacht durant l'été 2013 les Catrambone auraient vu flotter un manteau sur les vagues, sans doute seule trace d'un naufrage... Dans tous les cas, le couple met en avant son catholicisme et montre à la presse le crucifix installé dans le salon de leur navire de sauvetage.

Certains médias italiens n'ont pas été convaincus par cette communication et n'écartent pas l'hypothèse que, derrière le paravent humanitaire, MOAS travaille pour le gouvernement américain que ce soit de 2014 à 2017 en Méditerranée ou depuis 2017 après leur départ subit vers le golfe du Bengale.

MOAS, championne des sauvetages en Méditerranée centrale

L'ONG affiche un bilan comptable considérable. Mais il est vrai qu'elle est intervenue plusieurs mois avant les autres.

Au total, MOAS affirme avoir récupéré à bord de ses navires 40 290 personnes.

2014 (août – octobre) – Méditerranée – 3 104
 2015 (décembre à mars 2016) – Égée - 1 869
 2015 (mai - septembre) – Méditerranée – 8 581
 2016 (juin – décembre) – Méditerranée – 19 450
 2017 (avril - août) – Méditerranée – 7 286

En août 2017, MOAS a mis fin à ses missions en Méditerranée. Près d'un an plus tard, l'ONG continue d'expliquer cette décision de la façon suivante : « À la fin d'août 2017, nous étions confrontés à un dilemme : du fait d'un besoin décroissant - lié à la réduction des flux de personnes - et d'un environnement de plus en plus difficile, la nécessité de nos opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale se trouvait moins pressante. Dans le même temps, à la frontière bangladaise, des centaines de milliers de réfugiés Rohingyas ont commencé à arriver, fuyant de nouvelles flambées de violence. Nous avons fait le choix [...] de nous concentrer sur la livraison de l'aide et les soins médicaux pour les Rohingyas, puisque nous avions déjà commencé à préparer une opération d'aide en leur faveur ».

La baisse du nombre de migrants à sauver semble un prétexte. Elle n'est que de 18 % à ce moment précis par rapport à 2016. Il reste donc un fort contingent de candidats. Du reste, après son départ de la zone, plusieurs milliers de migrants ont continué à être récupérés par d'autres ONG. L'environnement auquel il est fait allusion est celui du durcissement de la surveillance par l'Italie des activités des ONG (code de conduite, saisie de navire...). Mais ce durcissement n'a fait fuir que la seule MOAS qui, au demeurant, venait juste d'accepter de signer le code de conduite (!). L'ONG évoque également les nouvelles directives de la Libye, son extension de zone maritime interdite sans autorisation, la condition des migrants dans ce pays et l'absence de garanties pour ceux arrivant en Italie, pour expliquer sa décision.

Tout ceci n'est pas vraiment convaincant. Alors quoi ? L'ONG n'avait pas les moyens d'être présente sur deux fronts ? Celui de Méditerranée avait donné tous les fruits médiatiques qu'il pouvait donner ? En tous les cas, il y a eu désengagement alors que la situation n'était pas réglée. Ce fait rend suspect la sincérité des époux Catrambone dans leur engagement humanitaire et ne contredit pas les hypothèses d'un engagement répondant à d'autres impératifs géopolitiques.

Des moyens matériels professionnels

En mer Égée, l'ONG a utilisé un navire, le *Responder* appartenant à une société basée à Dubaï et à Londres, *Topaz Energy and Marine (TEM)*, spécialisée dans le soutien aux forages pétroliers et gaziers offshore. Le *Responder* a une capacité d'accueil de 300 personnes. Il a été mis à disposition de MOAS via un contrat entre TEM et Tangiers. Il était équipé de deux petites embarcations rapides baptisées dans un hommage qu'on pourrait qualifier de publicitaire ou d'indécent, au choix, des noms d'enfants migrants morts noyés dont le célèbre petit Aylan.

En Méditerranée, c'est le *Phoenix*, un ancien bateau de pêche d'une capacité de 400 personnes qui a patrouillé, disposant de deux drones équipés de capteurs thermiques et d'un système de détection à infrarouge. Il a reçu en 2017 le renfort d'un avion. Selon la déclaration en octobre 2014 d'un membre dirigeant de MOAS le navire appartient en propre aux *Catrambone*. Il semble cependant (voir plus bas) qu'il soit la propriété d'une de leurs sociétés et a été acheté aux États-Unis. Sur ce point, la confusion est involontairement entretenue par la presse reprenant les déclarations de Régina *Catrambone*: « Nous pouvions dépenser notre argent d'une autre façon, nous avons décidé de le faire de cette façon. »

L'équipage type est composé de 18 personnes, l'équipe médicale fournie par la Croix Rouge. À bord du *Responder* et en 2016, l'équipe médicale a été fournie par une ONG italienne *Emergency* dont par ailleurs les équipes en Sicile ont « traité » depuis 2014 plusieurs dizaines de milliers de migrants.

Financement, l'omniprésence du groupe Tangiers

L'ONG a été — pour l'essentiel — financée officiellement en 2014 par le couple fondateur et leur société *Tangiers*. À l'issue de la campagne de sauvetage de cette année, elle communiquait sur un coût mensuel, sortant des comptes personnels des fondateurs, de 350 000 euros. L'ONG ayant été présente deux mois en mer cette année-là, c'est donc un minimum de 700 000 euros qui aurait été investi par les *Catrambone*. Cependant, en décembre 2014, le magazine américain *Times* relayait les déclarations du couple parlant d'un investissement de... 7 millions d'euros! Tout en évoquant un besoin mensuel

de 400 000 euros pour que l'ONG puisse tourner. Ce chiffre de 7 millions semble hautement improbable, l'achat d'un chalutier d'occasion et son aménagement ainsi que deux mois en mer ne coûtant pas cette somme. Dans une vidéo de présentation de l'ONG, Catrambone parle de deux millions de dollars pour l'achat et la mise en état du navire.

Il est à noter que les rapports annuels de MOAS publiés sur son site internet ne donnent pas de chiffres pour 2014. En 2015, l'ONG aurait réalisé en recettes 5,7 millions d'euros. En 2016, 6 millions.

En 2015, Avaaz, une ONG qui se veut une synergie militante sur le Net, a organisé une levée de fonds de 500 000 dollars au bénéfice de MOAS. Avaaz a été fondée en 2007 grâce au financement du milliardaire George Soros. Ce financement a cessé en 2009. Depuis, l'ONG se dit indépendante de toute fondation ou entreprise. Il n'en est pas moins vrai que sans le financement de départ de George Soros, Avaaz n'aurait pu connaître l'essor qui a été le sien avec 41 millions de personnes ayant participé au moins une fois à une de ses activités.

MOAS est gérée par une société du groupe Tangiers, ReSyH, également basée à Malte et dirigée par le couple Catrambone. Cette société d'aide à la gestion réservée aux ONG ne semble compter que MOAS comme cliente. Elle lui a facturé en 2016 pour ses services administratifs, y compris selon la presse italienne les salaires du couple (ce que réfute l'ONG), un montant d'environ un demi-million d'euros. Dans un bilan public, MOAS affirme avoir également versé en 2015 1,8 million au groupe Tangiers. Cette somme aurait servi à rembourser une location du Phoenix appartenant pourtant au groupe. L'ONG a réfuté l'information dans un communiqué de mai 2017 et affirmé que le Phoenix a toujours été mis à disposition gracieusement.

On retrouve de 2014 à 2016 dans la gouvernance de ReSyH et de MOAS l'ancien commandant en chef de l'armée maltaise Martin Xuereb, ce qui témoigne de la capacité de Christopher Catrambone à insérer ses projets au plus haut niveau des réseaux politiques. Ironie de la chose, le général Xuereb s'était jusqu'alors illustré en matière d'immigration par sa lutte contre les clandestins. On retrouve d'autres anciens militaires maltais dans l'équipage du Phoenix.

De manière connexe à MOAS, le groupe Tangiers a également développé Xchange, une plate-forme en ligne destinée à « transformer la perception des migrations humaines que peut en avoir le public (...) plaider en faveur d'une meilleure connaissance de la migration. » En réalité, le site semble un miroir des activités de MOAS. Savoir dans quelle logique entrepreneuriale propre au groupe Tangiers s'inscrit Xchange échappe à cette étude. Il suffit de constater que, encore une fois, l'activité de l'ONG est étroitement mêlée aux projets professionnels du couple Catrambone.

Comme toutes les ONG, MOAS a une attention particulière pour les levées de fonds. De façon très professionnelle, ce qui n'est pas surprenant, le site internet de l'ONG consacre plusieurs pages non seulement aux levées de fonds organisées en sa faveur par des particuliers mais aussi à la formation de ces volontaires. Un kit de « found raising » (levée de fonds) est mis à leur disposition, ainsi qu'un grand choix de photos parmi lesquelles les volontaires peuvent piocher afin d'illustrer leur propre campagne.

Ces initiatives personnelles qui fonctionnent au sein du réseau familial, professionnel ou associatif, rencontrent des fortunes diverses. Certaines échouent à quelques dizaines de dollars, d'autres se montent à des centaines.

Cependant, il semble que le nombre de ces campagnes soit très faible, moins de vingt. Leur mise en avant est donc un artifice de communication plus qu'une vraie source de financement. En fait, le seul chiffre public relayé par la presse est celui de 300 donateurs en 2015 pour des sommes généralement inférieures à 1 000 dollars. On est donc très loin des besoins.

Communication is business

Christopher Catrambone est devenu une star grâce à MOAS. On ne compte plus les médias américains, parmi les plus importants, qui lui ont consacré ainsi qu'à sa femme un reportage : CNN Money, ABC, Vice, Time, Bloomberg Business... On aura noté que ce sont les branches « business » de certains médias qui se sont penchées sur l'aventure MOAS. Le reste de la presse internationale n'est pas en reste avec, en France, Paris Match, BFM, France Info, Libération, Les Inrocks, etc.

La communication de MOAS est naturellement très professionnelle. Elle se distingue de celle de la plupart des autres

ONG par davantage de neutralité idéologique. L'Europe n'est pas désignée comme coupable.

Les slogans de MOAS sont très publicitaires: « I am you », « Making the word a better place », « your help gives them hope », « a lifeline to save lives », « fishers of men »... Ses films documentaires sont « choc », n'hésitant pas à utiliser l'image d'enfants chantant juste avant qu'ils ne soient frappés par un attentat ou hurlant dans la nuit sur des embarcations à la dérive. Les ressorts habituels de la pitié, de l'empathie, sont utilisés. Christopher et Régina Catrambone sont très présents dans ces films. Il est à noter que, dès le début de l'opération, ils ont pris soin de se faire filmer par une équipe professionnelle. Ainsi peut-on les voir reçus par le président de Malte en décembre 2013. Le couple lui remet un chèque pour L'Istrina, un événement de charité très médiatique dans le pays, et en profite pour longuement lui exposer le projet MOAS. Ainsi également peut-on les voir interviewés dans l'avion les menant aux États-Unis pour acheter un navire, puis visitant ce navire, tâtant les cloisons, hochant gravement la tête dans la salle des commandes. Mise en scène au service du projet? Sans doute. Mais aussi et surtout mise en scène d'un couple se regardant dire et faire le bien d'une façon très américaine. Et cela de longs mois en amont de la réalisation effective du projet...

Pour clore ce point, ajoutons qu'une partie d'un livre de Deborah Rohan, un auteur américain de gauche, leur a été consacrée. Le titre racoleur de l'ouvrage « one person acted and everything changed » et son contenu largement hagiographique n'ont sans doute pas heurté la modestie de Christopher et Régina Catrambone.

Des distinctions de haut niveau

Comme la plupart des ONG, MOAS a reçu de nombreux prix et récompenses. Nous n'en citerons que quelques-unes. Malte, bien évidemment, a décerné en 2015 la Malta's Medal for Service for the Republic, l'Italie son Ordre du mérite. Elle a été également distinguée par un think thank maltais le Today Public Policy Institute dirigé par des personnalités de l'île.

En 2015 également, le couple Catrambone a été intégré dans la catégorie « Challengers » à la liste des 100 personnes qui « pensent le monde » publié par le prestigieux magazine de Washington Foreign Policy. On pouvait trouver cette année-là dans cette liste des personnalités comme Vladimir Poutine ou Angela Merkel.

Accusations contre les ONG: MOAS aussi

MOAS n'a pas été épargnée par les accusations de collusions entre les ONG et les passeurs libyens émises par un procureur italien dès avril 2017. Aucun fondement n'a pu être apporté pour étayer la thèse. La presse américaine a volé très vite au secours des ONG et de MOAS. Le Washington Post parlant de « théorie du complot ».



WATCH THE MED-ALARM PHONE

Un cas à part: le numéro d'appel d'urgence en mer

Le projet Watch the med-Alarm phone a officiellement débuté en octobre 2014 à l'initiative de militants européens et tunisiens des droits de l'homme. L'organisation compterait actuellement plusieurs centaines de militants en Europe – dont 100 en Allemagne - et dans les pays d'Afrique du nord. Une antenne marocaine a été ouverte récemment qui compte 25 membres, essentiellement des intellectuels comme son fondateur, un chercheur « en migration et problématiques de frontières » (!) de l'université d'Oudja. Ces militants se présentent eux-mêmes comme des « activistes ». Beaucoup de ceux d'Europe sont des migrants arrivés récemment.

L'organisation ne fait pas de sauvetage mais une veille téléphonique permettant la mise en contact entre les navires d'ONG en mer et des migrants à bord d'embarcations. Watch the med intervient également en mer Égée, parfois même sur le sol turc, ainsi que dans le détroit de Gibraltar.

L'application qui permet de suivre en direct les opérations du groupe en Méditerranée a été mise au point en Suisse par un chercheur, Charles Heller, avec l'aide de Lorenzo Pezzani, un universitaire londonien.

Watch the med a pris le relais, en l'incorporant à son organisation, de Mussie Zerai, un prêtre catholique d'origine érythréenne.

Une personnalité controversée

Mussie Zerai, né en 1975, a été ordonné prêtre en Italie en 2000, pays où il avait trouvé refuge. Il est depuis installé en Suisse alémanique. Une légende dorée entoure Mussie Zerai. On la retrouve in extenso, par exemple, sur sa page Wikipedia : « En 2003, Mussie Zerai accompagne un journaliste comme traducteur et récolte le témoignage de migrants africains détenus en Libye sous le régime de Kadhafi. Un migrant inscrit son numéro de téléphone sur le mur de sa geôle pour pouvoir le contacter. À partir de ce moment, le numéro de téléphone de Mussie Zerai va circuler parmi les migrants du nord de l'Afrique et de l'ensemble du bassin méditerranéen.

Quotidiennement Mussie Zeraï reçoit des appels de détresse de migrants en mer et sert de relais avec les secours italiens ». Zeraï aurait ainsi sauvé « des milliers de vies » recevant même des appels... d'Indonésie! Il a été proposé pour le Prix Nobel de la paix en 2015.

À l'été 2017, le parquet de Trapani a ouvert une enquête à son encontre dans le cadre de la mise sous séquestre du navire de l'ONG Jugend Rettet. Mussie Zeraï était soupçonné d'être complice des passeurs et d'organiser une filière d'immigration clandestine vers l'Italie, notamment en participant sur internet à un « tchat secret » reliant ONG et trafiquants. Un an plus tard, cette information judiciaire n'a toujours débouché sur rien.

Mussie Zeraï a fondé une agence d'information humanitaire, Habeshia. Celle-ci lui est sans doute un outil utile dans sa lutte très active contre le régime en place en Érythrée. Son engagement de prêtre catholique est afro-centré. Ainsi son magistère en Suisse semble exclusivement tourné vers les communautés de la corne de l'Afrique. Une de ses déclarations souligne ce fait: « J'ai choisi de tout donner à Dieu, mais de le faire pour les migrants ». Sa critique de l'Europe est radicale: « Pourquoi ne devrait-on pas reconnaître aux Érythréens et aux Africains en général les mêmes droits et les mêmes libertés qu'aux autres êtres humains? », « L'Europe se préoccupe uniquement de fermer ses portes, sans se soucier de ceux qui ont fui leur pays à cause de la guerre ou de la faim! ».

Au printemps 2018, Mussie Zeraï continue son activité en lien avec Watch the med, participant notamment à certaines de ses réunions d'information.

Un bilan qui pose question

En trois ans, de 2014 à 2017, l'ONG aurait traité plus de 1 840 cas d'urgence dans les trois principales régions de la Méditerranée: Occidentale (Algérie, France, Espagne, Maroc), centrale (Italie, Libye, Tunisie) et mer Égée.

Si on en croit la communication du groupe, il recevrait en exclusivité plusieurs appels par semaine (toujours le cas en 2018). Ainsi, ce serait Watch the med qui alerterait les autorités et notamment le centre de recherche de Rome. L'ONG affirme d'ailleurs que, la plupart du temps, les migrants remettent

un téléphone portable à un migrant avant le départ: « Les migrants, sur les bateaux, sont habituellement équipés d'un téléphone portable inclus dans le « kit » qui leur a été vendu par le passeur. » C'est avec ce téléphone que les migrants appellent Watch the med. Il arrive même que l'ONG apprenne en direct au migrant à se servir de la boussole incorporée au téléphone...

Ces faits sont de nature à étayer la thèse d'un lien direct entre les passeurs et cette ONG. Cependant, une telle accusation serait réfutée par l'ONG au motif qu'elle communique abondamment dans des documents en arabe et anglais auprès des populations migrantes d'Afrique du nord et de Libye. C'est donc par ce biais que les migrants auraient systématiquement communication du numéro de téléphone de l'ONG.

Un autre point de l'activité déclarée de l'ONG est troublant. L'antenne marocaine déclare informer les migrants en transit par le Maroc de « leurs droits ». La même antenne fait la veille sur les traversées du détroit de Gibraltar et appelle régulièrement les secours espagnols. Il est vraisemblable que dans beaucoup de cas elle est en relation avec les migrants avant même que ceux-ci aient pris la mer. L'appel à l'ONG n'est donc pas nécessaire sinon, peut-être, pour indiquer une position.

Financement, un grand flou

L'ONG ne donne aucun renseignement à ce sujet évoquant vaguement vivre « des dons ». Il est vraisemblable que ses frais sont faibles: militants veillant dans des locaux d'organisations sympathisantes, réunions rares, etc.

De rares happenings

En juin 2015, en liaison avec le NPA, ATTAC et la CIMADE, un groupe de migrants sub-sahariens a remonté sur un bateau pneumatique la rivière strasbourgeoise séparant la Cour européenne des droits de l'homme et le Parlement européen. But: condamner « l'Europe forteresse ». Une fois à terre, les migrants ont été accueillis par des députés de Podemos et Syriza.

Fin mars 2018, l'antenne locale de l'ONG a déversé dans une rivière passant devant le parlement néerlandais plusieurs milliers de gilets de sauvetage symbolisant les migrants morts en mer.

Ces opérations ne sont pas nombreuses. Malgré le nombre de militants annoncés, il semble difficile pour l'organisation de mobiliser. Ainsi, une réunion annoncée comme très importante, tenue à Munich au printemps 2018, n'a réuni qu'une petite vingtaine de personnes, moins que le nombre de chaises installées dans la salle.

Des partenaires privilégiés et des alliés

Watch the med travaille principalement avec Sea Watch et SOS-Méditerranée. On la retrouve cependant au soutien de Jugend Rettet et de Proactiva Open Arms au moment de la saisie de leurs navires par la justice italienne.

En janvier 2015, l'ONG a créé le Collectif pour une autre politique migratoire avec d'autres organisations, notamment Welcome to Europe, Afrique Europe Interact, Borderline Europe, No Border Marocco. En France, ce collectif est très investi dans la lutte contre la politique migratoire du gouvernement Macron, jugée le reflet de « l'Europe forteresse ».

Un message radical

Pour Watch the med, il n'est qu'une solution à la crise des migrants : l'organisation d'un service régulier de ferries entre l'Afrique et l'Europe permettant aux migrants de se rendre de façon sûre et légale au nord.

Bien évidemment, les slogans du groupe sont en adéquation avec cet objectif : « ouverture totale des frontières », « personne n'est illégal », « les murs doivent tomber », « mon identité n'est pas un passeport ».

Cette radicalité conduit parfois au ridicule quand, dans un communiqué, Watch the med condamne un accord entre les gouvernements allemand et égyptien prévoyant le retour en Égypte d'exilés ne rentrant pas dans les conditions du droit d'asile. L'ONG invente alors le concept de « déportation » dans son pays d'origine.



STICHTING BOOTVLUCHTELING
ou BOAT REFUGEE FOUNDATION
Une ONG néerlandaise

Stichting Bootvluchteling (StBo), qui communique aussi sous le nom Boat Refugee Foundation est une organisation néerlandaise fondée au printemps 2015 par Annerieke Berg-de Boer et dont le président est son mari René Berg. Cette journaliste de 48 ans, très croyante, a adopté plusieurs enfants du tiers-monde, ce qui l'amène à formuler ainsi son engagement en faveur des réfugiés : « quand on a tout, il faut construire une table plus grande, pas des murs plus hauts. » Habitant Zeevold, une commune de 19 000 habitants, Annerieke Berg-de Boer a déclaré dans la presse locale que le centre d'accueil de migrants de la commune avec ses 600 pensionnaires était largement en dessous de ce que devait faire la municipalité...

L'essentiel de l'activité de StBo se situe en Mer Égée et, actuellement, en Morée (Péloponnèse). Nous la citons ici car elle est intervenue durant six semaines en 2016 aux larges des côtes libyennes, recueillant durant ce délai 1 500 migrants.

L'ONG a également entretenu brièvement à la même période à Malte une antenne d'accueil pour les migrants. Accueil psychologique et matériel (vêtements etc.). Les ONG déjà présentes suffisant à assurer ce travail, StBo a fermé sa station au bout de quelques mois pour se concentrer sur la Grèce.

L'ONG est organisée de manière très professionnelle avec un accent particulier mis sur l'aide médicale et psychologique.

PROEM-AID

Des pompiers andalous accusés de trafic d'êtres humains

PROEM-AID a été créé en décembre 2015 par des pompiers andalous. Elle est présidée par José-Antonio Reina dit Onio. L'histoire personnelle d'Onio explique sans doute son initiative. Il a été victime d'un grave accident de voiture étant enfant et ce sont des pompiers qui l'ont sauvé. La crise des migrants en Grèce le renvoie, à lire ses déclarations, à ce besoin de « sauver » qui l'a animé après son accident.

Le groupe revendique 200 bénévoles mais étant donné les effectifs avoués dans les missions, ce chiffre semble englober surtout des sympathisants assistants à des réunions en Espagne.

L'ONG est d'abord intervenue en mer Égée avant de s'en retirer à l'été 2017. Son activité s'est alors concentrée à partir de septembre 2017 en Méditerranée centrale grâce à un partenariat avec Mission Lifeline.

En mer Égée, et principalement à Lesbos, l'ONG a participé à des sauvetages puis à la distribution de vivres aux migrants installés dans des centres d'accueil. Elle a également mis en place un projet original : encadrer des enfants de migrants pour des journées à la plage afin de les aider à chasser les éventuels traumatismes liés à l'eau...

PROEM-AID est une organisation sans grands moyens qui se finance par les dons de ses sympathisants et grâce au soutien d'artistes espagnols qui reversent une partie des bénéfices de leurs concerts. Fin 2016, le groupe avait dû cesser son activité faute de moyens financiers n'ayant récolté que 10 000 euros en trois mois et n'ayant trouvé aucun sponsor pour financer le moteur de leur petit navire de sauvetage alors en cale sèche. Elle aurait cependant réussi à boucler son partenariat avec Mission Lifeline à hauteur de 150 000 euros en 2017. Début 2018, elle annonçait être « au bout du rouleau » financièrement.

La communication de PROEM-AID est principalement centrée sur la nécessité de sauver des vies et met moins l'accent que d'autres sur la dénonciation de l'Europe.

En 2016, trois membres de l'ONG, des pompiers, ont été arrêtés par la police grecque puis incarcérés pour « trafic d'être humains ». Après paiement d'une caution, ils ont été expulsés en Espagne. L'ONG a toujours nié toute implication dans un quelconque trafic. Elle a reçu le soutien du maire de Lesbos. Une pétition de soutien a rassemblé en Espagne 160 000 signatures. En mai 2018, la justice grecque a blanchi, à l'issue d'un procès, les trois pompiers accusés.



SAVE THE CHILDREN

Une organisation internationale puissante

Save the children a été fondée en 1919 à Londres. Elle est l'ONG la plus importante dans le monde pour la défense des droits de l'enfant. Elle intervient en Méditerranée depuis l'automne 2016. Il n'est pas utile dans le cadre de cette étude de détailler le poids financier de cette multinationale de la charité financée, entre autres, par les puissantes fondations de Bill Gates, de Jeff Bezos (Amazon) ou l'Open Society de Georges Soros.

L'organisation est présente en Italie depuis presque une dizaine d'années, donc avant la crise des migrants en Méditerranée. Elle a mené 59 programmes en direction des enfants italiens. Elle veille également à « faire respecter les droits et la protection des migrants et des réfugiés. » et milite pour l'évolution de la législation italienne afin de donner plus de droits aux mineurs isolés.

Un bilan assez faible

En 2016, l'ONG a récupéré 2700 personnes parmi lesquelles 400 « enfants » dont 360 (90 %) étaient des « mineurs isolés ». En octobre 2017, Sea Children communique sur un total de 10 000 rescapés sur les deux années, dont 1 500 mineurs.

Des moyens professionnels

Save the children est représenté par le Vos Hestia, un navire de 62 mètres de long qui peut accueillir 400 personnes. Il dispose de sa propre clinique, d'un espace réservé aux enfants et d'un hélicoptère qui lui a permis à plusieurs reprises de transporter en urgence à Malte des femmes enceintes et malades. L'équipage est à la hauteur du matériel. Il compte des spécialistes de la protection de l'enfance et de la logistique, un médecin et des infirmières, des médiateurs « culturels ». Un espace presse est évidemment prévu pour les journalistes embarqués.

Une communication neutre en apparence et très efficace

Save the children se distingue des autres ONG par un ton mesuré, sans considérations idéologiques, restant dans le cadre

commun aux entreprises humanitaires. On retrouve donc dans sa communication des phrases comme « toute vie perdue dans la recherche d'espoir et d'un avenir meilleur est un échec supplémentaire pour l'humanité entière ».

Cependant, elle milite comme les autres ONG pour la création par l'Union européenne d'une voie d'entrée migratoire pour tous. Ce message intervient souvent après un naufrage comme, par exemple, le 29 septembre 2017 après la mort de migrants en mer Égée: « Cette nouvelle nous remplit de douleur. L'Europe doit fournir des voies sûres et légales pour tous les enfants contraints d'entreprendre un tel voyage. Aucun mineur ne doit être forcé à risquer sa vie après avoir fui la pauvreté et la guerre ».

Dans d'autres textes de l'organisation, on retrouve également l'emploi d'une langue commune qu'on pourrait qualifier de vulgate idéologique officielle des États ouest-européens. Ainsi, en septembre 2017: « dans 17 régions italiennes, il est désormais possible de postuler pour devenir tuteur volontaire d'un mineur étranger non accompagné, un grand geste de citoyenneté solidaire qui vous permettra de contribuer à la construction d'une culture d'inclusion et de protection des plus vulnérables ».

Une polémique qui abrège la mission en Méditerranée

Le 23 octobre 2017, le navire de l'ONG est perquisitionné par la police italienne dans le port de Catane. Save the children réagit le jour même en affirmant que cette fouille est due à des dénonciations concernant une autre ONG et que les documents recherchés par la police n'existent pas. Elle rappelle qu'elle n'a jamais agi qu'en coordination avec le centre de recherche en mer de Rome. Cependant, et de façon curieuse, elle annonce dans le même communiqué qu'elle cesse immédiatement toute opération de sauvetage. Elle précise que c'est l'évolution de la situation en Méditerranée qui l'a conduit à prendre cette décision: moins de migrants tentent la traversée en hiver. L'ONG avait déjà annoncé une suspension le 9 août lors de la création par la Libye d'une zone interdite, sauf autorisation, aux navires étrangers.

Le 24 octobre, l'ONG affirme que le substitut du procureur de Trapani en charge du dossier leur a déclaré que la perquisition,

au demeurant infructueuse, n'était pas liée à leur propre activité. Le 25 octobre, c'est au tour de Valerio Neri, le directeur de Save the children Italie, de monter au créneau. Dans une vidéo, il affirme de nouveau que son organisation n'est pas visée mais que les opérations de sauvetage cessent. Après cette date, l'ONG ne communique plus sur ce sujet.

Cette affaire est liée à celle du *Iuventa*, le navire de l'ONG *Jugend Rettet*, mis sous séquestre l'été précédent, et donc au témoignage d'un agent des services italiens infiltré à bord affirmant que les ONG étaient en relation directe avec les passeurs libyens de migrants. Dès le mois d'août, le nom du commandant du *Vos Hestia*, Marco Amato, avait été cité dans la procédure.



MÉDECINS SANS FRONTIÈRES - MSF

Une organisation reconnue et professionnelle

Fondé en 1971 et basé à Genève, MSF est une des ONG les plus connues au monde. Son budget annuel approche les 300 millions d'euros.

Une présence en Méditerranée sous plusieurs formes

MSF est une des premières ONG à agir en Méditerranée dès mai 2015. Cette année-là ainsi qu'en 2016, elle était présente sur trois navires. En 2017, le nombre est passé à deux. Début 2018, elle n'était plus présente que sur un navire en partenariat avec SOS-Méditerranée. Voici la liste des navires.

Dignity I d'une capacité d'accueil de 300 personnes – 2015 et 2016

Bourbon Argos d'une capacité d'accueil de 500 personnes – mai 2015 à novembre 2016

Phoenix, en partenariat avec MOAS, d'une capacité d'accueil de 400 personnes – mai à octobre 2015

Aquarius, en partenariat avec SOS-Méditerranée, d'une capacité d'accueil de 500 personnes – 2016 à 2018

Prudence d'une capacité de 1 150 personnes – mars à août 2017

Le plus gros bilan des ONG

De 2015 au printemps 2018, l'ONG a porté secours à 75 221 personnes. 45 482 par ses propres moyens, 29 739 en partenariat avec d'autres ONG.

2015 : 23 803

2016 : 27 518

2017 : 23 159

La stabilité relative de ces chiffres ne doit pas masquer que si l'année 2017 a vu une baisse de l'activité, la raison en revient au durcissement de la situation. Ainsi, suite à la création d'une zone interdite par la Libye en août 2017 MSF suspend les opérations de son navire Prudence.

L'ONG n'est pas intervenue qu'au large de la Libye. En 2015, un partenariat temporaire avec Greenpeace a permis la création d'une équipe de sauvetage en Mer Égée, sur l'île de Lesbos. 18 000 personnes auraient ainsi été secourues. Il semble que ce nombre doit être ajouté au bilan donné plus haut ce qui ferait un bilan global d'environ 93 000 personnes secourues.

Selon l'ONG, 12 % des femmes secourues sont enceintes. Ramené à la France sur sa population féminine âgée de 20 à 40 ans, cela donnerait un nombre de naissances d'environ un million – mais sur une année, alors que dans notre cas le nombre de femmes prises à bord et tombées enceintes en Italie dans les douze mois suivants n'est pas connu.

Il n'est pas interdit d'être surpris par ce taux très élevé de femmes enceintes entreprenant une migration dans les conditions difficiles que l'on sait.

Sur le plan médical, MSF communique essentiellement sur de nombreux cas de brûlures ou d'infections de la peau. L'ONG est plus discrète sur ceux, tout aussi nombreux, de troubles psychologiques, de gale ou de tuberculose que les autorités italiennes doivent traiter lorsque les malades sont débarqués en Europe. Tout au plus peut-on relever cette phrase dans un document de l'ONG : « Une fois à terre, MSF apporte une première aide psychologique d'urgence aux rescapés des naufrages et des sauvetages particulièrement traumatisants, en parallèle de ses projets médicaux et de santé mentale en Sicile ».

Une communication de très haute qualité

MSF est certainement l'ONG qui met à la disposition de la presse comme du simple curieux les informations les plus précises, les plus exhaustives, les mieux sourcées. Ainsi, et par exemple, elle distingue l'intervention de « secours » du simple « transbordage », elle en donne des définitions, elle en établit un bilan (59 499 personnes secourues et 15 722 personnes transportées de 2015 à début 2018). Tout cet ensemble concourt à donner une impression de grande transparence, de totale efficacité, de contrôle de sa propre activité comme de la situation.

Une image qui a souffert des actions au service des migrants

Le 11 août 2017, MSF annonçait l'arrêt de ses activités en Méditerranée (hors l'aide médicale à bord du navire de SOS-Méditerranée) expliquant que la décision de la Libye de contrôler tout secours à l'intérieur de sa zone économique exclusive (200 milles de la côte) rendait dangereuse pour ses équipes leur travail de sauvetage.

Il est possible que cette explication soit un prétexte pour mettre fin à une mission qui mettait en péril les finances de MSF. En effet, à cette date, de nombreux médias italiens se faisaient le relais de rumeurs désignant l'ONG comme complice des passeurs et des trafiquants. Même si cette accusation ne reposait sur aucun fait et n'était légitimée par aucune enquête ou plainte, elle mettait l'ONG en danger au point que son président italien, Loris De Filippi, déclare une « chute verticale des dons, une véritable catastrophe sur le plan financier qui risque d'entraver notre action ».

L'UE et les nations européennes, boucs émissaires

Comme presque toutes les ONG, MSF critique l'Union européenne pour sa gestion de la crise des migrants. Le 6 septembre 2017, le docteur Joanne Liu, présidente de MSF international, se livre dans Libération à un réquisitoire sévère contre l'Europe mais aussi l'Italie et la France. Selon elle, par leur politique migratoire, ces nations et l'UE « entretiennent un réseau criminel en Libye (...) La situation inhumaine des migrants en Libye est entretenue par la politique de la France et des pays européens, qui a depuis des années comme objectif de repousser les gens hors d'Europe, de les maintenir hors de vue à tout prix. Les effets de l'accord entre l'Union européenne et la Turquie en 2016, ce que nous avons vu en Grèce, en France, dans les Balkans et au-delà, sont autant d'exemples de frontières toujours plus hermétiques et d'une politique de rejet toujours plus radicale.

La mobilité des personnes à l'échelle internationale doit s'organiser et non être combattue. »

L'ONG ne se contente pas de ces attaques, somme toute assez classiques, contre l'Europe. Ses dirigeants, comme Mego Terzian, président de MSF France, n'hésitent pas également à se solidariser avec des militants d'extrême-gauche comme Cédric Herrou, condamné en 2017 par la cour d'appel d'Aix-en-Provence pour avoir fait entrer des centaines de migrants de l'Italie en France.

L'ONG accuse également les forces militaires européennes de ne pas intervenir lorsque, sous leurs yeux, les garde-côtes libyens interceptent des migrants dans les eaux internationales pour les ramener en Libye. Cela a été notamment le cas les 31 octobre, 24 novembre et 8 décembre 2017.

Code de conduite des ONG: paradoxe ou hypocrisie

MSF est une des rares ONG à ne pas avoir signé le code de conduite mis en place par l'Italie en août 2017. Sa communication est sur ce point fournie et sans équivoque. Pourtant, postérieurement à la mise en place de ce code, elle est encore présente en Méditerranée à bord du navire Aquarius de l'association franco-allemande SOS-Méditerranée qui, elle, après de nombreuses tergiversations, a signé ledit code.

RECOMMANDATIONS

Les ONG présentes en Méditerranée centrale, particulièrement celles créées depuis 2014, se présentent comme des acteurs de l'humanitaire prenant le relais d'États défaillants. Elles se placent volontiers dans la position du « petit » qui agit courageusement malgré, voire contre, les puissants. Dans la réalité, ces ONG s'inscrivent dans une démarche politique, dont l'humanitaire n'est qu'une variante militante ponctuelle. Loin d'être des « petites », seulement soutenues par des « citoyens », ces ONG reçoivent le soutien d'importantes entreprises, de presque tous les grands canaux médiatiques et de nombreux partis politiques. Ce sont ces soutiens, bien plus que leurs quelques milliers de militants, qui permettent aux ONG d'être acteurs dans le dossier des migrations.

Ces ONG sont des initiatives partisans utilisant les ressorts émotionnels pour agir sur les opinions publiques européennes et faire progresser leur adhésion aux politiques migratoires actuellement mises en œuvre. Elles sont donc un outil utile à la politique et à la communication de certains États et de la Commission européenne. Ce point est d'ailleurs mis en exergue par la différence de traitement effectif entre les navires des ONG et celui de l'opération Defend Europe du mouvement Génération Identitaire. Alors que depuis quatre années, les premiers trouvent ports ouverts pour débarquer des migrants clandestins, le C-Star de Defend Europe a été interdit d'accostage et de ravitaillement en Europe durant une semaine à l'été 2017. Les mises sous séquestre des navires de Jugend Rettet et de Proactiva Open Arms ne contredisent pas cette observation. En effet, elles découlent de l'initiative d'un magistrat et leurs effets sont anecdotiques sur la situation générale.

Il convient de remarquer également que la radicalité des messages diffusés par certaines ONG ne contrevient pas aux intérêts des partisans au sein de l'UE d'une immigration massive. Au contraire, cette radicalité contribue à les placer au centre des opinions, entre populistes de droite et extrémistes de gauche, d'apparaître comme une voie médiane entre un contrôle strict et une ouverture totale.

Au regard de ces éléments, il semble pertinent de recommander ce qui suit :

- considérer que les ONG sont des acteurs politiques avant d'être des acteurs humanitaires.
- souligner le caractère radical de leurs propositions.
- affirmer que sous couvert de sauvetage, elles participent à une véritable industrie des migrations illégales.
- désigner leur action comme un appendice de la politique de l'UE sur la question des migrations.
- montrer qu'elles agissent de fait en sous-traitants de l'UE et des États européens. Il serait audacieux de les comparer aux sociétés privées de sécurité comme Black Water ayant opéré en Irak. Cependant, dans les deux cas, c'est bien de sous-traitance d'une situation, l'une « militaire », l'autre « humanitaire », qu'il s'agit.
- informer sur les puissants soutiens dont bénéficient ces ONG : grands médias, personnalités du monde artistique, entreprises grandes ou petites, partis politiques.
- ne pas tomber dans le piège de la criminalisation de leur action (même en cas d'éventuelle future condamnation par un tribunal qui ne concernerait qu'un individu ou un groupe d'individus). Le statut de « victime » est un élément fort de leur communication.
- placer publiquement les ONG face à leurs responsabilités. Combien de criminels parmi les 200 000 migrants emmenés par elles en Europe? Combien de futurs déboutés du droit d'asile? Combien de malades à soigner? Combien d'enfants à scolariser? Combien de futurs chômeurs ou, a contrario, de futurs travailleurs prenant la place de citoyens ou de migrants déjà installés? Quel coût annuel induit – sans doute en dizaine de milliards d'euros – pour les États et les collectivités? Une « traçabilité » des migrants transportés permettrait de relier chacun à une ONG.
- rappeler que le contrôle des frontières est un élément de souveraineté et ne peut être ni délégué ni externalisé, qu'il relève du politique et donc de la volonté des peuples européens.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

AOÛT 2014

- Création de Migrant Offshore Aid Station (MOAS) par Christopher Catrambone, un millionnaire américain installé à Malte. Le projet était en gestation depuis l'automne 2013.

OCTOBRE 2014

- création de Sea Watch à Berlin par un chef d'entreprise Harald Höppner.
- début d'activité de Watch the med.

AVRIL 2015

- création de Stichting Bootvluchteling/Boat Refugee Foundation aux Pays-Bas.

MAI 2015

- lancement de Jugend Rettet à Berlin par de jeunes étudiants.
- création de l'organisation franco-allemande SOS-Méditerranée par Sophie Beau et Klaus Vogel.
- arrivée de Médecins sans frontières en Méditerranée centrale.

SEPTEMBRE 2015

- mort de l'enfant Aylan Kurdi. La photo de son cadavre échoué sur une plage fait le tour du monde. Cette mort serait à l'origine de la création de plusieurs ONG.
- création de Proactiva Open Arms à Barcelone par Oscar Camps, propriétaire d'une entreprise de sauvetage en mer.

OCTOBRE 2015

- création de Mission Lifeline à Dresde par Axel Steier un ambulancier.
- création de Sea Eye par Michael Buschheuer, un entrepreneur de Ratisbonne.

NOVEMBRE 2015

- Sea Watch reçoit à Dubaï un Global Citizen Award.
- le couple Catrambone, fondateur de MOAS, est intégré, catégorie « Challengers », à la liste des 100 personnes qui « pensent le monde » publié par Foreign Policy.

DÉCEMBRE 2015

- création de PROEM-AID par des pompiers d'Andalousie.

JANVIER 2016

- incarcération en Grèce de trois pompiers de PROEM-AID accusés de trafic d'êtres humains. Libérés sous caution avant jugement.

JUILLET 2016

- Des employés de l'entreprise du fondateur de Proactiva Open Arms se mettent en grève. Ils accusent Oscar Camps de se servir de son activité humanitaire comme « communication » pour couvrir ses méthodes patronales.

OCTOBRE 2016

- le parquet de Trapani commence une enquête sur les éventuelles collusions entre ONG et passeurs. Des policiers italiens sous couverture agissent au sein de Save the children. SOS-Méditerranée reçoit du Parlement européen le prix du citoyen européen.

DÉCEMBRE 2016

- Le Conseil économique et social européen décerne à SOS-Méditerranée son prix de la société civile.

JANVIER 2017

- SOS-Méditerranée devient « grande cause nationale » sur décision du gouvernement de Bernard Cazeneuve.

AVRIL 2017

- L'UNESCO remet à SOS-Méditerranée son prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix.
- le parquet de Trapani cite MOAS comme faisant partie de son enquête sur les relations ONG-passeurs.

MAI 2017

- mise sous écoute de Jugend Rettet par la police italienne.
- incident entre Sea Watch et des garde-côtes libyens.
- l'Aquarius, navire de SOS-Méditerranée est brièvement bloqué en port de Catane par une action du mouvement Génération Identitaire.

JUILLET 2017

- le Conseil européen de Tallin valide l'idée d'un code de bonne conduite pour les ONG.
- Thomas de Maizière ministre CDU de l'Intérieur accuse Jugend Rettet de masquer volontairement sa position afin d'échapper ainsi au contrôle des garde-côtes libyens.
- Mussic Zarai, membre de Watch the med, cité par le parquet de Trapani comme suspect de complicité avec les passeurs. Sans suite.

AOÛT 2017

- mise en place par l'Italie d'un code de conduite pour les ONG signé après débats et polémiques par la plupart d'entre elles.
- mise sous séquestre judiciaire en Sicile du Iuventa, navire de l'ONG Jugend Rettet, suspectée de connivence avec les passeurs.
- MOAS et Save the children annoncent leur décision de cesser définitivement leur action en Méditerranée. MSF les avait précédés de quelques jours.

SEPTEMBRE 2017

- audience à Trapani (Sicile). La justice italienne refuse de rendre son navire à Jugend Rettet. Mais aucun de ses membres n'est poursuivi.

OCTOBRE 2017

- perquisition de la police italienne à bord du Vos Hestia, navire de Save the children. Aucune charge n'est retenue. Cependant, l'ONG annonce de nouveau la suspension de ses activités en Méditerranée centrale.

NOVEMBRE 2017

- nouvel incident entre Sea Watch et des garde-côtes libyens.

FÉVRIER 2018

- réunion au Parlement européen à Bruxelles de cinq ONG dont Jugend Rettet et Mission Lifeline.

MARS 2018

- mise sous séquestre judiciaire en Sicile du navire de Proactiva Open Arms à la suite d'un incident avec des garde-côtes libyens.

- Sea Eye apporte son soutien à l'aile gauche du SPD lors des tractations en vue de constituer un gouvernement entre ce parti et la chancelière Merkel.
- Michael Buschheuer, usé par les difficultés, abandonne la direction de Sea Eye, deux ans et demi après l'avoir fondé.

MAI 2018

- procès et relaxes en Grèce des trois militants espagnols de PROEM-Aid accusés de trafic d'êtres humains.

LES ONG DANS LA CRISE DES MIGRANTS EN MÉDITERRANÉE CENTRALE

2014 - MAI 2018

Depuis le début de la « crise migratoire » fin 2014, l'activité des ONG en Méditerranée s'est intensifiée. Agissant longtemps sans réel contrôle avec le but affiché de sauver des vies, elles ont pu jouir d'une aura humaniste qui a fait taire les critiques. Toutefois, alors que leur bilan et leurs méthodes sont de plus en plus contestés, des questions se posent : quel a été leur impact réel ? Qui les finance ? Et surtout, quel est leur but ? Cette étude permet de faire la lumière sur ces sujets.

